



ALLIANCES CONTRE NATURE, MERCENARIAT, CORRUPTION, EXPANSIONNISME ET VICTIMOLOGIE RENTIÈRE (PARTIE II/III)

Comprendre le Maroc, ce voisin encombrant

PP.8,9



LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, SAÏD CHANEGRIHA, EN VISITE DE TRAVAIL À TAMANRASSET

« Croire en la patrie requiert des actions sur le terrain et non des paroles sans agir »

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 14 JUIN 2022 // N°325 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'HOMME PAR QUI LE SCANDALE EST ARRIVÉ

Comment Pedro Sánchez a fait implorer la relation entre Alger et Madrid

P.2



LÉGÈREMENT EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2020

IDE en Algérie : seulement 870 millions de dollars dans l'escarcelle

P.4



DU NOUVEAU DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL

Le congé sans solde codifié

P.5



SAHARA ALGÉRIEN

Une « batterie solaire extraordinaire »

P.5

L'EXPERT EN ÉCONOMIE S.TAFLIS DÉCRYPTÉ POUR « L'EXPRESS » L'AVENIR DU CONFLIT ENTRE ALGER ET MADRID :

« Alger exigera légitimement une révision des prix du gaz »

P.3

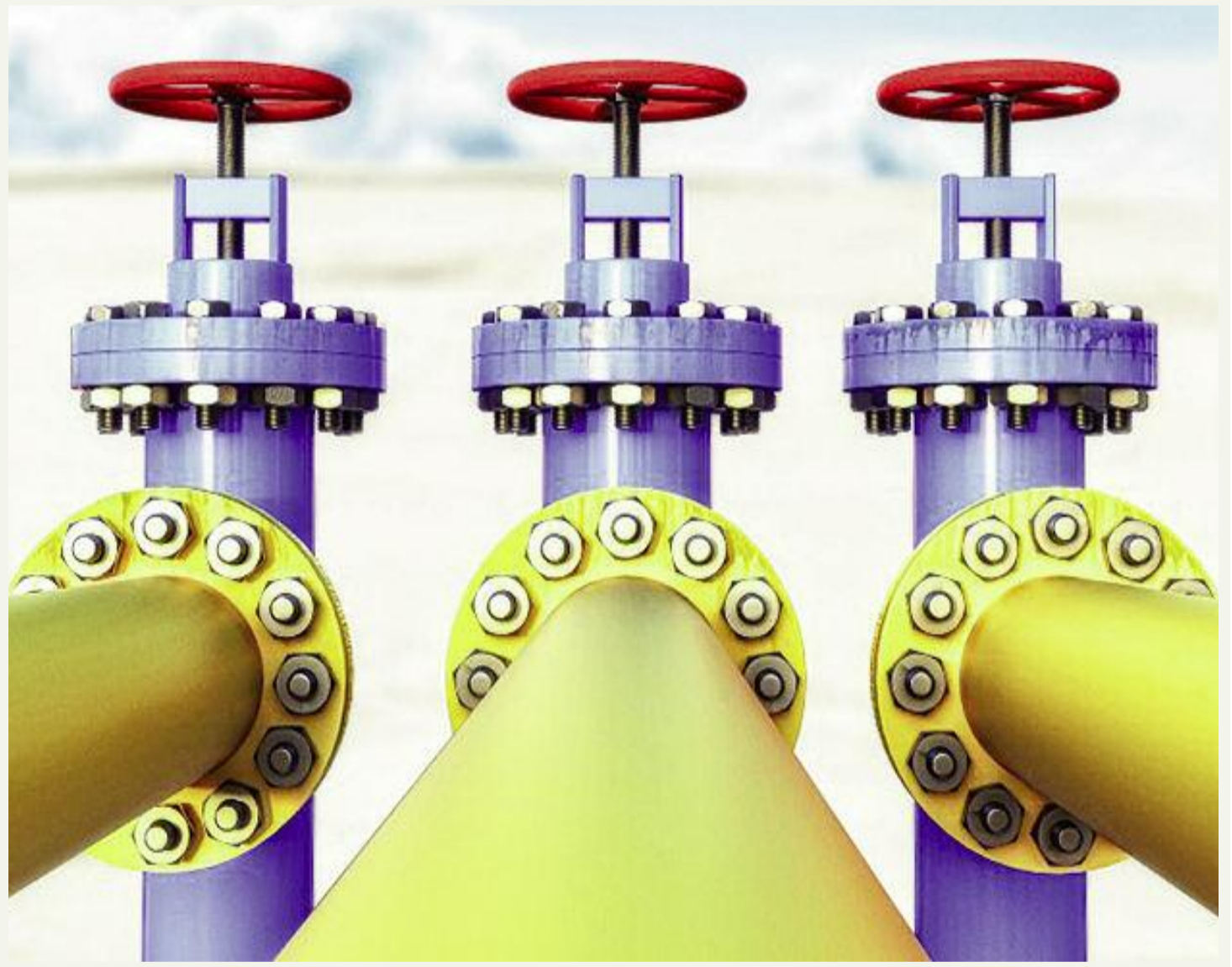


Photo: D.R.

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون
وزارة التجارة وترقية الصادرات
الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير

SAFER UFI Approved Event

NOUVELLES DATES

معرض الجزائر الدولي

53^{ème} édition

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER
ALGIERS INTERNATIONAL FAIR

DU 13 AU 17 JUIN 2022

قصر المعارض - الصنوبر البحري - الجزائر
PALAIS DES EXPOSITIONS PINS MARITIMES ALGER

ضيف الشرف
GUEST OF HONOR

Partenaires Média

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INAUGURE LA 53E FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Le MDN présent avec 19 unités dans l'industrie mécanique, les textiles et la construction navale

P.3



MINISTÈRE DE LA JUSTICE : NOUVELLES NOMINATIONS

Le ministre de la Justice, Abderrachid Tabbi, a procédé hier, à de nouvelles nominations au sein des services centraux de son département, selon un communiqué rendu public.

Ainsi, Mokhtar Lakh-

dari, jusque-là, directeur général de l'Office central de répression de la corruption (OCRC), a été nommé directeur des Ressources humaines. Quant à l'ex procureur général près la Cour d'Oran, Moha-

med Reggaz, a été nommé Secrétaire général du ministère. Enfin, Abderrazak Bensalem, jusque-là, président de la Cour de justice de Tizi-Ouzou a été nommé directeur des affaires juridiques.

LAMAMRA - DOKONY ADKER, LA LIBYE EN LIGNE DE MIRE

Lors de sa rencontre avec le ministre tchadien de la Sécurité publique et de l'Immigration, Idriss Dokony Adker, qui effectue une visite de travail en Algérie, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté

nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a évoqué les derniers développements de la situation sécuritaire en Afrique. Des sources indiquent que la situation en Libye a pris la part du lion dans les discussions. Les derniers

développements de la situation sécuritaire en Afrique, et plus particulièrement dans la région sahélo-saharienne, ont été abordés à la lumière des défis imposés par les nouvelles données de la politique internationale.

LE DIVORCE CONSOMMÉ ENTRE DEASH ET L'AFGHANISTAN

Spectaculaire divorce entre les nouveaux dirigeants de l'Afghanistan et l'Etat islamique Daesh. Fini le temps des flirts non contrariés. Place au réalpolitik pour les dirigeants afghans pour ne plus aboutir à l'impasse qui les a soufflés après les événements du 11/9. Dès leur prise de pouvoir, l'année passée, ils ont

gelé toute revendication au wahhabisme, principale source du salafisme actif. L'Afghanistan est un pays qui a été pendant de longs siècles affilié à l'école hanafite pour la jurisprudence et à la doctrine ach'arite dans la théologie fondamentale. Ce sont les milliers de jeunes wahhabites venus de la

Péninsule arabique qui en ont remodelé l'architecture religieuse dès le milieu des années 1980 et en ont fait cet Etat inquiétant qui a été mis au ban des accusés. Pour les nouveaux dirigeants afghans, qui ont bien saisis la leçon, la priorité a été donnée à couper toute attache avec le wahhabisme.

IL S'OPPOSE À LA SUPPRESSION D'INFORMATIONS SUR LA GUERRE EN UKRAINE MOSCOU ACCUSE WIKIPEDIA DE DÉSINFORMATION

La fondation Wikimedia, propriétaire de Wikipédia, a fait appel le 6 juin de la décision d'un tribunal de Moscou exigeant qu'elle retire les informations liées à l'invasion russe de l'Ukraine, a-t-on appris par l'avocat de la Fondation Wikimedia, Stephen LaPorte. La justice russe l'a condamnée

à une amende de 5 millions de roubles (88 000 dollars) pour avoir refusé de retirer des articles en langue russe qualifiés de « désinformation », notamment pour les pages « L'invasion russe de l'Ukraine », « Les crimes de guerre pendant l'invasion russe de l'Ukraine » et « Massacre

de Boutcha ». Wikipedia fait valoir que la suppression d'informations constitue une violation des droits de l'homme et argue que les gens ont le droit de connaître les faits de la guerre. Des « faits de guerre » que Moscou qualifie de propagande pro-occidentale outrancière

L'HOMME PAR QUI LE SCANDALE EST ARRIVÉ Comment Pedro Sánchez a fait implorer la relation entre Alger et Madrid

Les médias internationaux se sont accordés à dire tout au long de cette semaine, que le chef de l'Exécutif espagnol n'a pas été inspiré, tirant les relations d'excellence entre les deux pays vers le bas, jusqu'à en faire un passé. Pourtant, et même en Espagne, tout le monde est d'accord pour dire que le revirement sur le Sahara occidental est de la seule responsabilité de Sánchez. Ni les partis politiques, ni les médias ni les personnalités publiques n'ont avalisé ce revirement, qui correspond à un reniement par l'Espagne à ses engagements



internationaux et à sa responsabilité historique de puissance administrante au Sahara occidental.

A LA GUERRE COMME À LA GUERRE, ET TOUS LES COUPS SONT PERMIS

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Occident a mobilisé toute sa batterie médiatique pour vaincre la Russie. C'est de bonne guerre, serions-nous tentés de dire. Sauf que dans les tonnes d'informations distillées chaque jour contre Moscou, il en est qui passent mal. Morale de

l'histoire, comme le dit un proverbe africain, « il ne faut manger que ce qu'on peut faire sortir par derrière ». Lisez ceci, et c'est publié dans des journaux aussi sérieux que « Futura-Science » : Guerre en Ukraine : avec son petit drone, cet adolescent a permis de déjouer une offensive

russe sur Kyiv. Puis de raconter l'histoire d'un petit ukrainien qui fait échouer une invasion d'avions de guerre par le biais de son petit drone personnel. Il est vrai que tous les coups sont permis en temps de guerre, mais cette information doit figurer dans un autre registre.

CURIEUX DÉPLOIEMENT DU JIHADISME ARMÉ AU TOGO ET AU BÉNIN

Plus les mécanismes militaires occidentaux se multiplient en Afrique et plus l'expansion des groupes armés se fait plus prononcée. Récemment le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans

(GSIM), la principale alliance djihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque perpétrée dans le nord du Togo au cours de laquelle huit soldats togolais sont morts.

De même, le Bénin en a déjà fait les frais après la mort dans le nord de neuf personnes, dont un Français, dans trois attaques à la bombe artisanale, les plus meurtrières dans le pays. Curieuse et

secrète procession terroriste dans l'Afrique de l'Ouest, centrale, de l'Est, après le Grand Sahara et le Sahel. On serait édifié de savoir à quel agenda obéit cette expansion.

L'ARMÉE UKRAINIENNE AFFIRME AVOIR ÉTÉ CHASSÉE DU CENTRE DE SEVERODONETSK

La bataille continue de faire rage, lundi, à Severodonetsk où l'armée ukrainienne apparaît en grande difficulté. Son état-major annonce avoir été chassé du centre de la ville par les Russes. Trois frappes russes ont touché la ville de Prylouky dans le nord de l'Ukraine. « L'ennemi a tiré trois missiles sur Prylouky. L'information concernant les destructions est en cours de clarification », a écrit sur Telegram le gouverneur de la région de Tchernigiv, Viatcheslav Tchaous, sans donner plus de précisions. Aucun détail

n'a été fourni sur l'infrastructure visée à Prylouky qui abrite un aérodrome militaire. Suite à ces bombardements, l'évacuation de quatre villages - Zaïzd, Petrivské, Tykhé et Soukhostavets - a été ordonnée, a indiqué le responsable de la défense civile de la région, Serguïï Boldyrev, cité par le média Sospilné.

CE QU'IL FAUT RETENIR DU PREMIER TOUR DES LÉGISLATIVES EN FRANCE

Les Français étaient appelés, dimanche, à voter pour élire leurs 577 députés qui siégeront à l'Assemblée nationale pendant cinq ans. La gauche unie et le camp du président Macron sont arrivés au coude-à-coude

au premier tour des élections législatives sur fond d'abstention record, ouvrant ainsi le jeu du second tour dans une semaine. L'alliance macroniste a remporté 25,75 % des voix et la Nupes (Nouvelle Union populaire écologique et sociale) 25,66 %, selon les résultats du ministère de l'Intérieur. Ensemble! dispose finalement de 21 442 voix d'avance. Les deux partis en tête sont suivis du Rassemblement national (RN), qui a obtenu 18,68 % des voix. Les candidats du RN n'ont pas réussi à capitaliser sur la dynamique de Marine Le Pen à la présidentielle, qui avait engrangé plus de 40 % des voix au deuxième tour. Cantonné à huit élus en 2017, le contingent de députés RN devrait cependant être nettement plus étoffé.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, SAÏD CHANEGRIHA, EN VISITE DE TRAVAIL À TAMANRASSET

«Croire en la patrie requiert des actions sur le terrain et non des paroles sans agir»

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a entamé hier, une visite de travail en 6ème Région militaire, à Tamanrasset, dit un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la 6ème RM, le Général de Corps d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à l'ensemble des unités de la Région, aux termes de laquelle il a souligné que «croire en la patrie requiert des actions sur le terrain et non pas des paroles sans agir, et que le rendement effectif de l'homme reflète sa foi en ses valeurs et ses principes et en l'intérêt suprême de sa patrie».

«Au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes convaincus que celui qui croit en sa patrie, croit nécessairement en les valeurs, qui prônent la sauvegarde et la protection de cette patrie. Par ailleurs, avoir foi en la patrie requiert des actions sur le terrain et non pas des paroles», a-t-il affirmé, soulignant qu'«en effet, c'est le rendement du travail qui prouve la foi de l'homme en ses valeurs et principes et en l'intérêt suprême de sa patrie». «A ce titre, nous veillerons, au sein de l'ANP, à ce que cet attachement spirituel à la patrie soit concret et se traduise par des actions palpables sur le terrain», a relevé le Général de Corps d'Armée, soulignant que «pour ce faire, il est d'importance de mobiliser les bonnes volontés, d'inculquer l'amour du travail sincère et dévoué dans les rangs des personnels de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, et d'assurer la répartition rationnelle des rôles et des



efforts pour atteindre les objectifs tracés, s'inscrivant en droite ligne des objectifs suprêmes du pays».

Le Général de Corps d'Armée a également «mis l'accent sur les attributs de puissance de l'ANP qui constituent une exigence et un impératif», afin que l'Algérie demeure forte et triomphe de ses ennemis, grâce à son attachement et sa foi inaliénable en ses fondements nationaux et principes immuables». Dans ce sens, « nous tenons, a-t-il dit, à l'exécution

totale, par les unités du corps de bataille, des programmes de préparation au combat, en veillant, à travers cette démarche judicieuse, à conférer à leurs contenus, non seulement l'objectivité et la rationalité requises, mais également l'aspect visionnaire». «De même, nous veillons à ce que la sacralisation du travail, la persévérance et l'ambition soient le moyen le plus approprié pour la concrétisation de ces programmes».

I.Med

UN EXPERT EN ÉCONOMIE DÉCRYPTE POUR « L'EXPRESS » L'AVENIR DU CONFLIT ENTRE ALGER ET MADRID

« L'Algérie ne coupera pas le robinet du gaz, mais exigera une révision des prix »

Plusieurs médias espagnols et européens se sont appesantis sur l'avenir des relations algéro-espagnoles et si Alger irait jusqu'à couper le robinet du gaz aux Espagnols.

L'occasion pour l'Express de solliciter l'expertise d'un auditeur international et expert en économie, Saïd Taffis, qui, en connaisseur également du droit international, possède toute la panoplie des outils pour donner une expertise fiable sur le sujet.

« L'Algérie est en position de force, pas en position de fai-

blesse, et peut légitimement, négocier ès qualités. Les accords économiques et commerciaux sont contractés pour être renégociés quand survient un élément nouveau d'appréciation, comme c'est le cas aujourd'hui.

« L'Algérie tient à garder son image nette dans ses relations vis-à-vis de la légalité internationale et saura honorer ses engagements internationaux pour l'approvisionnement en hydrocarbures des pays auxquels elle est liée par des contrats d'amitié et de coopération mutuelle. D'au-

tant plus si ces pays sont dans le besoin, comme c'est le cas des pays de l'Union européenne, confrontés à tout moment à une rupture de gaz russe, du fait de la guerre en Ukraine.

« Comme vous le savez, la révision des prix est un article principal des clauses des contrats commerciaux. Cette clause peut être revue chaque année, chaque deux années, ou plus, selon les cas et le passif.

« Le cours étant actuellement en nette hausse, l'Algérie est en droit de demander une

révision des prix. L'intérêt le commande et la logique l'exige. Je rappelle à votre mémoire que par le passé, l'Italie et l'Espagne avaient demandé la révision des prix à la baisse, lorsque le cours était bas, et l'Algérie avait accepté de renégocier les prix. Donc, l'Espagne, comme tout autre pays, doit accepter toute nouvelle révision des prix, quitte à demander des versements échelonnés ou toute autre procédure légale qui conviendrait aux parties contractantes ».

I.M. Amine

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INAUGURE LA 53E FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Le MDN présent avec 19 unités dans l'industrie mécanique, les textiles et la construction navale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier, au Palais des expositions (Pins maritimes), à l'inauguration de la 53ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui a vu la participation de plus de 700 entreprises représentant 20 pays. Le Président Tebboune a été accueilli à l'entrée du

Palais des expositions par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane et le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig. Des membres du gouvernement et des représentants du Corps diplomatique accrédité en Algérie ont également assisté à la cérémonie

officielle d'inauguration de la FIA. Evènement économique important, cette 53ème FIA est placée sous le thème «pour un partenariat stratégique» et est marquée par la participation de 530 opérateurs nationaux et 187 étrangers issus de 20 pays, dont les Etats-Unis en qualité d'invités donneur.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) participera pour la première fois avec un nombre total de 19 entreprises représentant des unités de production à caractère économique dans les secteurs de l'industrie mécanique, du textile et de la construction navale.

I.M.

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



LA CORRUPTION, CE VIRUS MUTANT

L'Algérie a vécu durant de nombreuses années en proie à des crimes de toutes sortes et à des entorses à la loi commis en toute impunité. Que de vols, que de détournements, que de crimes, que d'injustices commises depuis au moins les années quatre-vingt où l'on parlait déjà du détournement de 26 milliards de dollars, sans que les auteurs ne soient jamais inquiétés. Cette succession de crimes immenses restés impunis a fini au fil des années par casser complètement les ressorts de confiance déjà fragiles existant entre le peuple et ses dirigeants.

C'est presque admis par tous : en Algérie, par le passé, la loi n'était faite que pour le petit peuple. La classe dirigeante qui se trouvait au-dessus des lois, n'a commencé à prendre conscience qu'elle était aussi justiciable qu'à partir de la chute du régime Bouteflika. Jamais en Algérie on a traîné devant les tribunaux autant de hauts responsables qu'en 2019, année où le peuple comme un seul homme a dit : NON au règne de la Issaba ! La corruption, la prédation et les transgressions flagrantes et répétitives commises en toute impunité par les oligarques et leurs protégés, ont créé, durant les quarante dernières années, une atmosphère telle que personne ne donne crédit à l'Etat et à ses lois. Du petit fonctionnaire au haut responsable, en passant par le simple citoyen, tout le monde fait fi des lois en vigueur. En effet, pourquoi respecter une loi quand celle-ci n'est pas respectée par celui-là même qui l'a élaborée ! Alors des citoyens sur le pas des dirigeants piétinaient la loi au vu et au su de tous sans être eux aussi inquiétés. Des comportements nocifs et contraires à la citoyenneté et au bon sens commençaient alors à prendre racine partout et chez toutes les classes sociales. Chacun transgresse la loi à sa façon ! Les crimes économiques et écologiques se multipliaient sans qu'ils n'émeuvent personne ! Les homicides et les violences contre les enfants se suivent à un rythme infernal... Tous ces fléaux qui ont pris, notamment de l'ampleur sous le règne de Bouteflika, n'ont pas jusqu'à présent totalement été éradiqués. Les récents scandales qui ont éclaboussé l'aéroport Houari-Boumediene où deux cadavres de jeunes harraga ont été découverts dans la soute d'un avion montrent que les pratiques néfastes qui ont désagrégé la confiance entre l'Etat et le citoyen sont toujours là. Si les responsables faisaient correctement leur travail et si les lois étaient scrupuleusement appliquées, on n'en serait jamais arrivé là. Et c'est clair que tant que l'autorité de l'Etat n'est pas totalement réhabilitée, tant que l'impunité n'est pas combattue avec la plus grande énergie, tant que les responsables ne veillent pas scrupuleusement au respect de la loi, l'Algérie fera toujours face à l'immobilisme politique, aux échecs économiques et aux faillites sociales.

Z. M.

LÉGÈREMENT EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2020

IDE en Algérie : seulement 870 millions de dollars dans l'escarcelle

Les flux d'investissement vers l'Afrique n'ont représenté en 2021 que 5,2 % des IDE mondiaux, contre 4,1 % en 2020.

Par Youcef Salami

Algérie n'a attiré en 2021 que 870 millions de dollars, contre 1,14 milliard de dollars en 2020, peut-on lire dans le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) sur les investissements dans le monde publié jeudi dernier. En Egypte, le flux des investissements directs étrangers est passé de 5,8 milliards de dollars en 2020 à 5,1 milliards de dollars l'année dernière, soit une baisse de 12%.

Malgré ce repli, l'Egypte est restée le deuxième plus grand bénéficiaire d'IDE en Afrique. Le flux des IDE vers la Tunisie est quant à lui resté stable avec 660 millions de dollars en 2021 et 652 millions en 2020. Il est relevé dans le rapport de la Cnuced que l'Afrique du Nord est la seule région du continent à enregistrer une baisse de 5 % des IDE l'année dernière. La région a attiré 9,3 milliards de dollars d'IDE en 2021 contre 9,8 milliards USD l'année d'avant. En revanche, l'Afrique australe est la région africaine qui a attiré le plus d'IDE en 2021, avec 42 milliards de dollars.

Elle est suivie de l'Afrique de l'Ouest avec 14 milliards de dollars d'IDE, soit une hausse de 48%. L'Afrique de l'Est a attiré 8,2 milliards de dollars d'IDE, soit une hausse de 35%, tandis que les flux d'IDE vers l'Afrique centrale se sont stabilisés à 9,4 milliards. Le flux diffère ainsi d'une région à l'autre.

Mais globalement, les IDE en Afrique ont atteint un record en 2021, avec 83 milliards de dollars. C'est plus du double du total enregistré en 2020, alors que la pandémie de COVID-19 a pesé lourdement sur les flux d'investissement vers le continent. Toutefois, cela reste relatif, puisque malgré cette forte croissance, les flux d'investissement vers l'Afrique n'ont représenté que 5,2 % des IDE mondiaux, contre 4,1 % en 2020», ainsi que l'expliquent les experts de la Cnuced dans ce rapport.

Et de détailler : «Les plus gros détenteurs d'actifs étrangers en Afrique sont restés européens, avec en tête les investisseurs du Royaume-Uni (65 milliards de dollars) et de la France (60 milliards de dollars). Les investissements nouveaux sont restés faibles mais les projets dans les énergies renouvelables ont augmenté sur le continent africain. «Malgré la tendance globalement positive des IDE sur le continent, le total des annonces de projets nouveaux est resté faible, à 39 milliards de dollars, ne montrant qu'une modeste reprise par rapport aux 32 milliards de dollars enregistrés en 2020 – et bien en dessous des 77 milliards de dollars enregistrés en 2019», indique le rapport.

«Parallèlement, y est-il ajouté, le nombre de projets internationaux dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique a grimpé à 71 – soit près du double des 36 enregistrés en 2011». Il est par ailleurs souligné dans le document qu'après une baisse enregistrée en 2020 due à la pandémie de la Covid-19, les IDE mondiaux ont augmenté l'année dernière grâce «à l'essor de l'activité de fusions et acquisitions» et «à la croissance rapide du financement de projets internationaux».



LES ETATS-UNIS TIENNENT LE HAUT DU TABLEAU

La Cnuced y note également que «la reprise a profité à toutes les régions» et que «près des trois quarts de la croissance mondiale des IDE ont été concentrés dans les économies développées, où les flux ont grimpé de 134 %». En 2021, les flux des IDE dans le monde ont atteint 1582,3 milliards de dollars contre 963,1 milliards de dollars en 2020. La Cnuced relève en outre que «les investissements étrangers mondiaux sont revenus aux niveaux d'avant la pandémie en 2021, mais que l'incertitude plane». «Les flux vers les économies en développement ont augmenté de 30 % pour atteindre 837 milliards de dollars – le niveau le plus élevé jamais enregistré – en grande partie grâce à une forte croissance en Asie, une reprise partielle en Amérique latine et dans les Caraïbes et une reprise en Afrique», selon le rapport, qui ajoute que «la part des pays en développement dans les flux mondiaux est restée légèrement supérieure à 50 %». Selon le même rapport : Les 10 principales économies pour les entrées d'IDE en 2021 étaient les Etats-Unis (367,3 milliards de dollars), la Chine (180,9 milliards de dollars), Hong Kong (Chine) (140,6 milliards de dollars), Singapour (99 milliards de dollars), le Canada (59,6 mil-

liards de dollars), le Brésil (50,3 milliards de dollars), l'Inde (44,7 milliards de dollars), l'Afrique du Sud (40,8 milliards de dollars), la Russie (38,2 milliards de dollars) et le Mexique (31,6 milliards de dollars). «L'Asie en développement, qui reçoit 40 % des IDE mondiaux, a vu ses flux augmenter en 2021 pour la troisième année consécutive pour atteindre un niveau record de 619 milliards de dollars», est-il mentionné dans ce rapport. «Les IDE en Chine ont augmenté de 21% et en Asie du Sud-Est de 44%, mais l'Asie du Sud a fait le chemin inverse, chutant de 26% alors que les flux vers l'Inde se sont réduits à 45 milliards de dollars», y est-il ajouté. L'année dernière, selon la même source, «les IDE en Amérique latine et dans les Caraïbes ont augmenté de 56 %, la croissance de 74 % de l'Amérique du Sud étant soutenue par une demande accrue de matières premières et de minéraux verts.» Pour les économies structurellement faibles, vulnérables et de petite taille, les IDE ont augmenté de 15 %. Cependant, l'afflux vers les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ne représentait que 2,5 % du total mondial en 2021, contre 3,5 % en 2020. Pour les perspectives mondiales des IDE en 2022, la Cnuced anticipe une baisse.

SENTIMENT NÉGATIF ET UNE ÉVENTUELLE RÉCESSION

«Cette année, le climat des affaires et des investissements a radicalement changé car la guerre en Ukraine a entraîné une triple crise de prix élevés des denrées alimentaires et du carburant et un financement plus serré.» Parmi les autres facteurs qui assombrissent l'horizon des IDE, la même source cite «les nouveaux impacts de la pandémie, la probabilité de nouvelles hausses des taux d'intérêt dans les principales économies, le sentiment négatif sur les marchés financiers et une éventuelle récession.» «Des signes de faiblesse se font déjà sentir cette année. Les données préliminaires du premier trimestre montrent que les annonces de projets entièrement nouveaux ont baissé de 21 % à l'échelle mondiale, l'activité de fusions et acquisitions transfrontalières en baisse de 13 % et les opérations de financement de projets internationaux en baisse de 4 %», relève-t-on dans le rapport. «La Cnuced prévoit que la dynamique de croissance de 2021 ne pourra pas être maintenue et que les flux mondiaux d'IDE en 2022 suivront probablement une trajectoire descendante, restant au mieux stables», souligne le rapport. «Cependant, même si les flux devraient rester relativement stables en termes de valeur, l'activité de nouveaux projets est susceptible de souffrir davantage de l'incertitude des investisseurs.» «En 2022, les flux d'IDE vers les économies en développement devraient être fortement affectés par la guerre en Ukraine et ses ramifications plus larges, ainsi que par des facteurs macroéconomiques, notamment la hausse des taux d'intérêt», indique le rapport. «L'espace budgétaire dans de nombreux pays sera considérablement réduit, en particulier dans les économies en développement importatrices de pétrole et de produits alimentaires.»

Y. S.

MOHAME YAHIAOUI, EXPERT EN ÉCONOMIE

«L'Algérie obtient la meilleure note en ouverture et compétitivité», mais...

Mohame Yahiaoui, expert en économie et consultant international, estime, dans une déclaration faite à notre journal, qu'on a plutôt tendance à dire que l'Algérie a du potentiel qui n'est pas mis en valeur, ou alors qu'elle préfère surveiller ce qu'elle propose aux autres. Selon l'expert, aux autres causes qui poussent les étrangers à boudier l'investissement dans notre pays, qui du reste sont largement connus et qui sont d'ordre structurel, s'ajoutent des questions institutionnelles. Il s'agit de l'absence d'un véritable tissu de PME, perceptible, par exemple, dans la tendance des entreprises étrangères présentes en Algérie à recourir systématiquement à l'importation, ce qui est certainement un facteur de freinage. S'additionne à cela, la question de l'environnement des affaires

qui demeure une question certainement décisive. D'après M. Yahiaoui, cela reste une constatation d'autant plus étonnante que l'Algérie est un pays a priori plutôt attractif argumentant que ceci est lié notamment, bien sûr, à son potentiel en termes d'hydrocarbures et à sa taille, tout simplement, mais pas seulement. Toutefois, déplore notre expert, le secteur des services reste sous-développé et l'effort de recherche nettement insuffisant. Economiquement parlant, on constate, selon M. Yahiaoui, que l'Algérie obtient la meilleure note en ouverture et compétitivité (c'est-à-dire, en exportations sur PIB) et en attrait dans le domaine des industries extractives, et les plus mauvaises en indicateur général d'attractivité (c'est-à-dire en stock d'IDE), mais aussi en importance de son

secteur des services et en recherche & développement. Pour notre expert et consultant international, le dynamisme intrinsèque de l'économie algérienne semble trop souvent bridé, en tout cas mal soutenu par les différents efforts de politique de développement économique. «Les IDE sont perçus, et pensés, comme un moyen de financer la balance des capitaux, et comme une possibilité pour transmettre du savoir-faire technologique ou pour développer des secteurs, une opportunité ou un risque pour le pays qui les accueille», dira en substance M. Yahiaoui, faisant remarquer que la Recherche et Développement, dont les résultats de l'étude sont venus souligner qu'elle est un des points faibles de l'Algérie, ne doit pas être que dans le domaine technologique. Et d'expliquer qu'il devient

urgent de penser concrètement à organiser un vrai soutien à la recherche et à décourager le regard et de construire, en interne, des capacités à penser le monde dans son entier, et dans tous les domaines. «Cela permettrait de décaler le regard sur l'Algérie elle-même, et, une fois encore, d'améliorer la connaissance que le pays a de lui-même» dira dans ce sens notre interlocuteur qui lors de notre abouchement, insistera sur l'aspect institutionnel et la stabilité de la réglementation régissant les IDE qui, selon lui, doit être au cœur des politiques de promotion de ce type d'investissement. Et de conclure que le changement continu de cette législation donne un mauvais signal aux investisseurs étrangers potentiels, surtout hors hydrocarbures.

Z. A. L.

DU NOUVEAU DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL

Le congé sans solde codifié

Le nouveau projet de loi sur les relations de travail permet aux salariés qui souhaitent créer leurs entreprises de recourir (...) au travail à temps plein pour leurs projets en se prévalant du droit à un congé sans solde.

Par Youcef Salami

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Charfa, a présenté hier, lors d'une séance plénière à l'APN, le projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux relations de travail, révélant que le nouveau texte « crée un nouveau droit », permettant aux salariés de bénéficier d'un congé pour accéder au monde de l'entrepreneuriat. Dans son intervention, le ministre a analysé le passage du salariat au travail autonome. Ainsi, les salariés pourront changer de cap et travailler à leur compte, la nouvelle loi en projet sur les relations du travail le leur permet. Le ministre a expliqué que cette loi concerne les salariés exerçant une activité dans le secteur économique qui sont couverts par les dispositions de la loi n°90-11. Il a ajouté que ce droit sera institué en faveur des salariés par la modification et le complément de l'ordonnance n°06-03 du 15 juillet 2006, qui comprend la loi fondamentale générale sur la fonction publique, qui est actuellement à l'étude au niveau de l'Exécutif et qui sera présentée au Parlement dans les prochains jours. Charfa a souligné, dans ce sens, que le projet permet aux salariés qui souhaitent créer leurs entreprises de recourir soit au « travail à temps plein pour leurs

projets en se prévalant du droit à un congé sans solde pendant une année afin de créer une entreprise, ou en travaillant à temps partiel pour concrétiser leurs projets de contractualisation, leur permettant de percevoir un salaire correspondant au nombre d'heures de travail effectuées. A l'expiration du délai du temps partiel, ils seront réintégrés dans des postes à temps plein. Mais à quelles conditions cela est-il possible ? Youcef Charfa a évoqué, dans son exposé, les règles générales applicables au congé sans solde, expliquant ainsi que le salarié doit avoir trois années d'ancienneté effectives dans l'entreprise, et qu'il doit déposer une demande pour bénéficier de ce droit. Il a, en outre, souligné que le travailleur bénéficiant d'un congé sans solde conservera ses droits acquis dans son poste de travail et continuera de bénéficier de la couverture sociale de la sécurité sociale. Il faut dire que ce droit est consigné dans plusieurs législations dans le monde. Mais pas dans toutes les législations, car, dans certains pays, durant le congé sans solde, tous les droits du salarié résultant de la relation de travail sont gelés, excepté l'assurance santé. Et si le projet initié par le salarié ne se concrétisait pas ! Dans ce cas, et selon les propos du ministre du Travail, le salarié sera réintégré dans



son poste de travail d'origine ou dans un poste similaire avec un salaire similaire. De son côté, la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale a affirmé dans son rapport

préliminaire que le projet, présenté par le ministre en charge du secteur du travail, vise à soutenir les efforts de l'Etat en matière de création d'entreprises et de promotion des investissements créateurs de richesses et d'emplois, l'idée

étant de réduire le chômage, de développer l'esprit d'entreprise des travailleurs du secteur économique, de consolider l'esprit d'entreprise et de motiver les salariés à créer leur propre entreprise.

Y. S.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

L'agroalimentaire en tête d'affiche

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier au Palais des expositions (Pins maritimes), à l'inauguration de la 53^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), avec la participation de plus de 700 entreprises représentant 20 pays. Des membres du gouvernement et des représentants du Corps diplomatique accrédité en Algérie ont également assisté à la cérémonie officielle d'inauguration de la FIA.

La 53^e Foire internationale d'Alger (FIA) se veut, selon le commissaire de la FIA, Ali Farah, une édition hautement importante dans un contexte de crise mondiale, tant sur le plan de la représentativité que des potentialités offertes. Farah a également indiqué : l'agroalimentaire est le secteur le plus représenté dans cette foire, avec un nombre d'entreprises beaucoup plus important. S'expri-

mant hier sur les ondes de la radio nationale, Ali Farah a expliqué : la FIA n'est pas qu'une vitrine pour faire connaître les potentialités de l'Algérie tant sur le plan productif que législatif : c'est surtout une plateforme de rencontres », ajoutant : « La FIA a pour rôle de mettre en valeur la production des entreprises algériennes et de faciliter les échanges et contacts entre opérateurs économiques, étrangers et nationaux ». La Foire d'Alger, selon Ali Farah, est une passerelle qui aide et accompagne les opérateurs nationaux à conquérir des parts de marché à l'international. Revenant sur l'édition qui a été inaugurée hier, l'invité de la radio a souligné qu'« après trois ans de suspension, la FIA revient avec une édition marquée par le retour de deux participants phares, à savoir l'Egypte, absente depuis 2016, et les Etats-Unis comme invités d'honneur, avec une forte

présence. Ces deux pays sont attirés par cette nouvelle dynamique de sceller des partenariats bénéfiques à l'aune d'un nouveau code des investissements favorable aux IDE ». Et grâce à cette manifestation, poursuit-il, l'Algérie est un espace de rencontres et d'échanges entre les opérateurs économiques étrangers et nationaux, des mises en relation d'affaires, des rencontres « B2B », des contrats qui vont être signés. « Les Egyptiens, par exemple, reviennent non seulement pour vendre leurs produits, mais aussi pour investir en Algérie », fait remarquer M. Farah, rappelant qu'en effet, le thème de cette édition est placé sous le signe « Pour un partenariat stratégique ». En termes chiffrés, cette manifestation, précédée par le retour des Salons sectoriels en 2021, accueille, selon lui, 20 pays participant avec 187 entreprises. Cette participation a, ajoute-

t-il, occasionné une augmentation de 31% par rapport à 2019 en termes de participation et 41% en termes d'espace d'exposition. Evoquant le secteur le plus représenté, Ali Farah a cité l'agroalimentaire qui tient une place de choix, relevant qu'il s'agit d'un secteur en développement, encouragé par la dynamique agricole, avec 68 entreprises versées en grande partie dans l'exportation », tout en soulignant une importante participation du secteur privé par rapport au secteur public. Le commissaire de la FIA a par ailleurs mis en exergue une certaine « agressivité » des opérateurs algériens en ce qui a trait à la qualité des produits qui « répondent aux standards internationaux », notamment dans les domaines du bâtiment, de la mécanique et de l'agroalimentaire. Et de préciser que les étrangers priorisent trois secteurs ciblés pour vendre ou investir : l'agroalimentaire, le BTP et les services. « Notre mission est de promouvoir le produit algérien de par l'organisation de ces événements à caractère économique et de faciliter les contacts entre les différents opérateurs économiques », a-t-il rappelé. Ali Farah estime que notre souveraineté hydrique, sanitaire et alimentaire est bien représentée via un nombre d'entreprises déjà projetées sur l'exportation. Le souci aujourd'hui, selon lui, est de penser à « exporter nos salons sectoriels à l'étranger pour exposer les potentialités de l'Algérie », citant, à titre d'exemple, la signature d'un contrat avec le Centre international du Sénégal pour l'échange d'expériences.

R. E.

Sahara algérien : une « batterie solaire extraordinaire »

Le Sahara algérien est l'une des plus grandes sources d'énergie solaire pouvant approvisionner différents continents avec cette ressource, comme le confirme un rapport publié par l'organisation « Engineering World ». Ainsi, le Sahara algérien est une source majeure d'approvisionnement en énergie propre à l'avenir. La page officielle du monde de

l'ingénierie a publié une carte du Grand Sahara africain qui comprend les pays qui pourraient répondre aux besoins du monde en énergie solaire, dont le Sahara algérien, avec trois régions indiquées en orange. La première région visée représente le sud-est, où le rapport indique que cette région peut répondre aux besoins de l'Amérique du Nord

avec une capacité estimée à 5151 TéraWattheures (TWh). Quant à la deuxième région, elle nous vient du désert algérien, avec un potentiel énergétique estimé à 11 641 TWh, qui couvrirait les besoins des pays asiatiques. La région la plus importante et la plus vaste se situe à la frontière sud avec la Mauritanie, avec un taux de production de 23 398 TWh. Le rapport indique que

cette région est à elle seule capable de couvrir les besoins de tous les pays du monde. Pour l'importance de cette énergie dans un futur proche, le PDG de Tesla, Elon Musk, a souligné dans un commentaire sur le rapport, via la plateforme Twitter, que l'énergie solaire sera la principale source d'énergie pour l'humanité dans le futur.

R. E.

LE SRI LANKA TRAVERSE LA PIRE CRISE ÉCONOMIQUE DE SON HISTOIRE

LA PÉNURIE D'ESSENCE ET SURTOUT DE MÉDICAMENTS INQUIÈTE L'ONU

Les caisses de l'État sont asséchées, le pays est en défaut de paiement et ne peut donc plus importer assez de produits essentiels, comme de l'essence ou des médicaments. De quoi potentiellement affecter gravement la santé des habitants. L'ONU vient d'alerter que cela pourrait bientôt entraîner une crise humanitaire. M. Abhaysingha, les cheveux blancs finement coiffés, attend dans le grand hall du service d'oncologie de l'hôpital d'Apeksha, à l'est de Colombo. Sa femme vient d'entrer pour un traitement.

« Elle souffre d'un cancer du poumon, explique-t-il, mais cela fait deux semaines qu'on attend qu'elle soit traitée, car l'hôpital n'avait pas les médicaments nécessaires. Il semble qu'ils en aient enfin reçu aujourd'hui. » Le Sri Lanka, à court de devises étrangères, ne peut acheter assez de médicaments. Et cela retarde dangereusement ce genre de soins. « La semaine dernière, il y avait une pénurie de 14 médicaments vitaux, relate le chirurgien Vasan Ratnasingam, porte-parole de l'association des professionnels publics de santé. Particulièrement ceux utilisés pour les traitements cardiaques, les insuffisances respiratoires, ainsi que les vaccins contre la rage. Pour l'instant, nous n'avons pas enregistré de décès à cause de ces pénuries, mais si elles continuent, cela arrivera. » Le pire est donc pour l'instant évité, surtout grâce au soutien de l'Inde voisine, qui a envoyé des dizaines de tonnes de médicaments ces dernières semaines. Mais cette aide ne pourra durer longtemps et l'ONU appelle la communauté internationale à prendre le relais.

R. E.

DÉVELOPPER LE PLUS GRAND CHAMP DE GAZ NATUREL DU MONDE

La France s'associe avec le Qatar à hauteur de 6,25%

Le Qatar a annoncé avant-hier avoir choisi le géant français des hydrocarbures TotalEnergies comme premier partenaire étranger pour développer le plus grand champ de gaz naturel du monde, et, à terme, apaiser les craintes de l'Europe sur le plan énergétique.

« Je suis heureux d'annoncer la sélection de TotalEnergies comme premier partenaire dans le projet North Field East (NFE) », a déclaré le ministre qatari de l'Énergie, Saad Sherida Al-Kaabi, lors d'une conférence de presse à Doha. Le groupe pétro-gazier français va prendre une part de 6,25% dans le projet dans le cadre d'une joint-venture avec QatarEnergy (QE), géant qatari des hydrocarbures, a précisé le PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné dans la capitale qatarie.

Le NFE fait partie du projet d'expansion du champ offshore North Field, le plus grand gisement de gaz naturel au monde que le Qatar partage avec l'Iran. Le North Field représente environ 10% des réserves de gaz naturel connues dans le monde, selon QE. Ces réserves s'étendent sous la mer jusqu'au territoire iranien, où les efforts de la République islamique pour exploiter le champ de South Pars sont entravés par les sanctions internationales.

UN PROJET ESTIMÉ À 28 MILLIARDS DE DOLLARS

Selon le ministre Al-Kaabi, d'autres accords seront annoncés « dans un avenir proche ». Exxon Mobil, Shell et Conoco-Phillips sont sur les rangs pour participer à l'expansion du projet que le Qatar voulait au départ financer seul, ont affirmé des sources du secteur à l'AFP. La participation



des géants pétroliers et gaziers étrangers devrait s'établir à environ 25% dans le projet, qui devrait coûter plus de 28 milliards de dollars et accroître la production de plus de 60% d'ici 2027, selon QE.

Le ministre qatari de l'Énergie, qui dirige par ailleurs QE, a affirmé que la production commencerait en 2026 et que

l'expansion était « en bonne voie ». Le Qatar est l'un des principaux producteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde, avec les États-Unis et l'Australie.

Les dirigeants européens se sont bousculés dans l'émirat du Golfe ces derniers mois, à la recherche d'alternatives au gaz russe, dans un contexte de guerre en Ukraine, qui a

donné un nouvel élan aux projets de GNL. Samedi, la Tanzanie a signé un accord-cadre avec les géants britannique et norvégien Shell et Equinor sur un projet de 30 milliards de dollars, prévoyant une décision finale d'investissement d'ici 2025 et un début des opérations en 2029-2030.

R. E.

VACCINS ET PÉNURIE ALIMENTAIRE

L'Organisation mondiale du commerce sur le qui-vive

La dirigeante de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a prédit une route « cahoteuse et rocailleuse » alors qu'elle amorçait une première réunion de haut niveau en plus de quatre ans avant-hier, avec à l'ordre du jour des questions telles que la préparation à une pandémie, l'insécurité alimentaire et la surpêche dans les mers du monde.

Au moment où certains remettent en question la pertinence de l'OMC, la directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala espère que la réunion impliquant plus de 120 ministres des 164 pays membres du groupe permettra de progresser vers la réduction des inégalités et la garantie d'un commerce équitable et libre. Mme Okonjo-Iweala a reconnu que l'organisme commercial basé à Genève avait besoin d'une réforme, mais a précisé qu'elle était prudemment optimiste qu'un accord pourrait être conclu sur au moins l'une



des principales ambitions de la réunion comme la pêche ou les vaccins contre la COVID-19.

« La route sera cahoteuse et rocailleuse. Il pourrait y avoir quelques mines terrestres sur le chemin, a fait valoir Mme Okonjo-Iweala. Nous devons naviguer dans ces mines terrestres et voir comment nous pouvons réussir à réaliser un ou

deux des objectifs. » Dans son discours d'ouverture, elle a déclaré qu'un « déficit de confiance » était apparu au fil des ans après l'échec des négociations connues sous le nom de Cycle de Doha il y a plus de dix ans. « Le négativisme est aggravé par le plaidoyer négatif de certains groupes de réflexion et groupes de la société civile ici à

Genève et ailleurs qui pensent que l'OMC ne travaille pas pour les gens, a-t-elle affirmé. Ce n'est bien sûr pas vrai, bien que nous n'ayons pas été en mesure de le démontrer clairement. »

Mme Okonjo-Iweala a cité un éventail de crises auxquelles le monde est confronté, telles que la pandémie, les changements climatiques et les pressions inflationnistes qui ont été aggravées par les pénuries alimentaires et la hausse des prix du carburant liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Elle a noté que les prix plus élevés « frappaient le plus durement les pauvres ».

« C'est le moment de mobiliser la volonté politique dont nous avons tant besoin pour montrer que l'OMC peut faire partie de la solution aux crises multiples, à l'indivisible mondial auquel nous sommes confrontés », a plaidé Mme Okonjo-Iweala.

La cheffe de l'OMC a insisté sur le fait que le commerce a sorti 1

milliard de personnes de la pauvreté, mais les pays les plus pauvres – et les pauvres des plus riches – sont souvent laissés pour compte.

Les ministres présents à la réunion examineront s'il convient de lever ou d'assouplir les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires pour aider les pays confrontés à une pénurie de blé, d'engrais et d'autres produits en raison de la guerre en Ukraine. Ils décideront également d'augmenter ou non le soutien au Programme alimentaire mondial des Nations Unies pour aider les pays peu prospères.

Mme Okonjo-Iweala espère que les pays membres, qui prennent des décisions par consensus, pourront également conclure un accord sur la possibilité de renoncer temporairement aux protections de la propriété intellectuelle de l'OMC sur les vaccins contre la COVID-19.

R. E.

PLAN SPÉCIAL POUR LA SÉCURISATION DE L'EXAMEN DU BAC À ALGER

La DGSN au service des bacheliers

Pour assurer le bon déroulement des examens du Baccalauréat et la sécurité des candidats et des encadreurs au niveau des centres des épreuves, les services de la Sûreté d'Alger ont mis en place un plan spécial et cela à travers tout le territoire national, a indiqué avant-hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Ces mesures sécuritaires s'inscrivent dans le cadre de la sécurisation des centres d'examen situés dans le territoire de compétence de la Sûreté nationale à travers la wilaya, indique le communiqué de la DGSN qui fait état de « la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer le bon déroulement des examens nationaux officiels ».

Le dispositif sécuritaire prévoit le renforcement de la présence sur le terrain des éléments de la police pour "sécuriser l'ensemble des établissements éducatifs où se déroule l'examen du Bac, outre l'intensification des patrouilles pédestres et motorisées en vue de garantir une couverture sécuritaire globale et de s'assurer du bon déroulement des épreuves", a ajouté la DGSN dans son document.

"Un programme spécial a été mis en place pour fluidifier la circulation routière au niveau des principaux axes et rues dans l'objectif d'éviter les accidents de la route et les arrêts et stationnements anarchiques de véhicules devant les centres d'examen", a conclu le communiqué. A noter que la première journée d'épreuves s'est achevée avant-hier, pour les plus de 700.000 candidats au Baccalauréat (session 2022) dans une ambiance empreinte d'optimisme et de sérénité avant la suite dans les jours qui viennent.

A la fin de la journée, l'ambiance est détendue. La plupart des élèves sont tout sourire à la sortie de l'épreuve. Certains s'empressent de déchirer leurs sujets, alors que d'autres poussent des cris de soulagement, heureux



d'avoir réussi à s'en tirer sans trop de casse.

Conscients de l'importance de cette journée déterminante pour leur avenir, les candidats ont affirmé avoir bien préparé l'examen. La plupart exultent et s'attendent logiquement à de bons résultats.

LES ÉPREUVES ONT DÉBUTÉ DANS DE « BONNES CONDITIONS »

Depuis Reggane, d'où il a donné le coup d'envoi des épreuves du Baccalauréat qui se poursuivront cinq jours durant (du 12 au 16 juin), le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que les épreuves ont débuté à travers le territoire

national dans de "bonnes conditions". Au sud du pays, les épreuves du Baccalauréat ont débuté dimanche dans de bonnes conditions d'organisation et dans une ambiance d'optimisme parmi plusieurs candidats, ont constaté des journalistes de l'APS. Les nombreux candidats approchés ont exprimé leur satisfaction des conditions d'organisation de l'examen. Pas moins de 69.978 candidats, répartis sur 281 centres d'examen à travers les wilayas d'Ouargla, Adrar, Béchar, El-Oued, Illizi, Tindouf, Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Touggourt, El-Meghaier, El Ménéa, et Tamarrasset, ont passé les premières épreuves du Baccalauréat. Au

Centre, un total de 150.416 candidats, répartis sur 507 centres d'examen à travers les wilayas d'Ain Defla, Médéa, Tipaza, Djelfa, Chlef, Blida, Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès, ont fini de plancher sur les épreuves de la première journée du "Bac" dans une ambiance "sereine".

A l'Est du pays, les épreuves du baccalauréat se sont déroulées dans de "bonnes conditions" d'organisation pour les 232.634 candidats, répartis sur plus de 700 centres d'examen à travers les wilayas de Constantine, Souk Ahras, El Tarf, Tébessa, M'sila, Sétif, Batna, Oum El Bouaghi, Skikda, Annaba, Guelma, Mila, Biskra, Ouled Djellal et Khenchela. A l'Ouest du pays, ils étaient

plus de 124.000 candidats, répartis sur près de 400 centres d'examen à travers les wilayas d'Oran, Mascara, Sidi Belabbès, Relizane, Tiaret, Tlemcen, Aïn-Témouchent et Naâma, à passer ce dimanche leur première épreuve officielle du Baccalauréat 2022. En outre, un total de 6.100 détenus passe cette année l'examen du "Bac" dont 147 femmes, avait annoncé samedi la Direction générale de l'administration pénitentiaire.

Ces candidats sont répartis sur 47 établissements pénitentiaires agréés comme centres d'examen, sous la supervision de l'Office national des examens et des concours (ONEC).

M. D.

BACCALAURÉAT 2022/DÉTENUS

L'enseignement des détenus ouvre de meilleures perspectives d'insertion sociale

L'enseignement dispensé aux détenus "leur offre de meilleures perspectives à l'insertion socioprofessionnelle", a affirmé dimanche à El-Ménéa le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR), Saïd Zereb. "L'enseignement des personnes incarcérées leur offre de meilleures chances d'insertion socioprofessionnelle, car le perfectionnement de leur niveau scolaire occupe une place de choix au plan des établissements pénitentiaires pour

l'amélioration et la réhabilitation du niveau des détenus après leur mise en liberté", a souligné M. Zereb dans un point de presse animé en marge de la cérémonie du coup d'envoi, depuis l'établissement de rééducation et de réinsertion d'El-Ménéa, des épreuves du Baccalauréat, session juin 2022, pour les détenus.

Le DGAPR a soutenu que les établissements pénitentiaires modernes, réalisés par l'Algérie, "contribuent de manière

efficace à inciter et encourager la population carcérale à s'intéresser davantage aux programmes didactiques", ajoutant que "l'Etat prend en charge les frais de scolarisation des détenus, tous paliers d'enseignement confondus, en sus de la mise à leur disposition les différents supports pédagogiques nécessaires, trousseaux et ouvrages scolaires".

"Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés par l'Etat pour mettre en œuvre les programmes d'enseigne-

ment au niveau des établissements pénitentiaires", a indiqué Saïd Zereb, soulignant que l'établissement pénitentiaire constitue actuellement le "modèle tangible des efforts déployés pour développer un système pénitentiaire répondant aux normes internationales en matière de respect des droits de l'Homme et de traitement des détenus".

Le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion a, à cette occasion, indiqué que "le choix de l'établissement de rééducation et de réinsertion d'El-Ménéa pour le lancement des épreuves du baccalauréat n'est pas fortuit, mais intervient à la suite des résultats obtenus la saison dernière, à savoir un taux de réussite de 91,22 %, en tête des autres établissements pénitentiaires à l'échelle nationale.

A noter qu'à l'échelle nationale, un total de 6.100 candidats pensionnaires des établissements pénitentiaires, dont 5.953 de sexe masculin, inscrits dans les six filières d'enseignement, passent leurs examens du Bac session juin 2022, répartis sur 47 établissements retenus comme centres d'examen sous l'égide de l'Office national des examens et des concours (ONEC).

APS

OUARGLA

Lancement du projet d'installation de caméras de vidéosurveillance

Le projet de réalisation du système de vidéosurveillance a été lancé avant-hier à travers les différents points et lieux publics de la commune d'Ouargla, ont indiqué les services de la wilaya.

Ce projet, dont le délai de réalisation a été fixé à 12 mois, cible les endroits publics à haute intensité de

fréquentation de la ville d'Ouargla, dont les places publiques, qui seront dotés de caméras de vidéosurveillance à la lumière d'une étude technique à fin d'assurer la sécurité des citoyens, a souligné le wali d'Ouargla, Mustapha Aghamir, lors du lancement de ce projet. Ce projet, dont la mise en

service sera graduelle après installation de chaque caméra, devra toucher ultérieurement les lieux publics de la commune de Rouissat, relevant de la daïra d'Ouargla. La concrétisation du projet implique, ainsi, plusieurs entreprises, dont la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg), Algérie-

Télécom et l'entreprise de réalisation des systèmes de vidéosurveillance.

Cette opération nécessite, pour ce faire, la réalisation d'un linéaire de 238 km de fibre optique au niveau des communes d'Ouargla et Rouissat, selon les explications fournies par les responsables du projet.

R. R.

COMPRENDRE LE MAROC,

Le Maroc souffre donc doublement du renchérissement des produits européens, lié à l'arrivée massive d'or et d'argent d'Amérique dans la mer intérieure. On sait qu'Istanbul et Madrid sont alors contraints à des banqueroutes à répétition.

L'opportunité d'un casus belli sur les mines de Taghazza offre sans doute une bonne raison pour la «cour de Marrakech» de se constituer ses propres «Indes». Voilà pour le prétexte. Le moyen s'offre aux Saâdiens en la personne

d'un certain Ould Firinfil, dignitaire songhaï exilé à Taghazza. Il aurait rallié le Maroc et offert à Ahmed Chérif de profiter de la guerre civile entre Askia Ishaq et ses frères pour s'emparer de son empire. Reste encore à déterminer la manière de procéder. Le régime marocain ne peut pas compter sur les armées tribales traditionnelles pour mener une guerre d'offensive, d'autant que la distance émousse la fidélité des sujets les plus éloignés. Les troupes makhzen arabes (Ahl Sous, Cheraga, Gharbaoua...) ne sont toujours pas revenues en grâce depuis leur alliance avec les Portugais dans la première moitié du siècle. Les Saâdiens constituent donc un corps de troupes fidèles, constitué de groupes divers venus du sud de l'Espagne, de captifs hispaniques, provençaux et italiens, affranchis pour la guerre, de traîtres portugais et espagnols venus des présides : les renégats, appelés "Uluj". A côté de ce corps, le Maroc connaît depuis le début du siècle une immigration constante d'Espagnols de confession musulmane, convertis au christianisme par décret en 1502, mais jamais vraiment assimilés dans la nouvelle société espagnole : les Morisques, Andalusiyin. La fidélité de ces troupes découle naturellement de leur mauvaise image dans la société maure (urbaine arabophone) marocaine. De plus, les Morisques, comme les vieux chrétiens (de pure ascendance espagnole catholique), maîtrisent le maniement complexe des armes à feu, à une époque où le Sahara accuse un retard sur les techniques de guerre modernes.

Dans la Régence d'Alger, les armes à feu étaient déjà entre les mains des milices locales. Les Ottomans apportèrent leurs techniques de guerre avec laquelle ils dominaient une bonne partie de l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

UN EXPANSIONNISME NAISSANT ET BRUTAL

On connaît la consternation du conseil privé de Sa Majesté chérifienne, lorsque, un beau jour de décembre 1590, le sultan annonce son projet de franchir le désert et de s'emparer purement et simplement du domaine de son rival, Gao et Tombouctou. Premier obstacle, l'impossibilité physique : aucune armée n'a jamais traversé le Sahara, ce à quoi Ahmed répond que si des marchands le font quotidiennement depuis des siècles, cet argument est évidemment invalide. Deuxième obstacle, le nombre : comment occuper un pays si bien peuplé ? Le sultan rétorque que ses armées sont équipées d'armes à feu, ce qui n'est pas encore le cas des armées songhaïes.

Troisième obstacle, la légitimité d'une guerre contre un pays musulman. Pour le Saadien, le caractère chérifien de son Etat et l'imposture califale des Askias sont amplement suffisants pour prouver le bon droit de Marrakech à «unifier l'islam». Un dernier argument vient clore les débats : les immenses richesses du Soudan permettront de soutenir la guerre contre l'infidèle occidental (alors que le sultan marocain avait au contraire, plusieurs traités de paix avec les Espagnols, les Portugais et les Français).

TUEZ-LES TOUS, DIEU RECONNAITRA LES SIENS !

L'expédition est placée sous les ordres du Pacha Jawder. Ce dernier est un eunuque chrétien, capturé enfant et reconverti à l'islam en 1571, puis placé en 1578 à la tête du corps d'un corps de mercenaires occidentaux et arabes au service du roi. Il

conduit ses 3000 mobilisés à travers les sables. L'historiographe des Askias, Mahmoud Kaati, témoigne de la surprise que provoque l'entrée de cette armée de «conquistadores», avides de richesses, dans le bassin du fleuve Niger. En entrant à Tombouctou, ils saisissent tout l'or qu'ils peuvent trouver, comme les hommes de Pizarro au Pérou, allant jusqu'à dépouiller les notables de leurs bijoux.

Certains chroniqueurs rapportent qu'en février 1591, les 18 000 soldats d'Askia Ishaq II rencontrent ces conquistadores à Tondibi. Dépourvus de mousquets et de canons, ils utilisent un large troupeau de boeufs comme bouclier de charge. Cependant, surpris par les détonations massives de mousquetaires andalous, les animaux se retournent contre l'armée songhaïe, qui rompt ses rangs et s'enfuit en désordre. «Jawder et ses soldats sabrèrent alors impitoyablement les Noirs, qui cependant leur criaient : «Nous sommes musulmans ! Nous sommes vos frères de religion !», rapporte l'historien Al Ifrani.

Peu après, Jawder est destitué pour avoir négocié la reddition de Gao au prix de 100 000 dinars (420 kg d'or !) et 1000 esclaves. Il aurait laissé échapper Ishaq, qui se replie dans le Niger actuel, terre d'origine des Songhaïes. Sans doute El Mansour craignait-il de voir s'ériger au Soudan un empire rival. Mahmoud Ibn Zagroun, son collègue et Pacha des Uluj, le rejoint en août et le contraint à rentrer au Maroc avec la première cargaison d'or et d'esclaves... La tragédie de cette conquista se poursuit. Les Marocains arrachent les arbres sacrés de la cite sainte de Tombouctou afin de bâtir une flotte (ça peut vous rappeler le film Avatar). Ils poursuivent les Askias jusqu'à Gao, y entrent par la force et exterminent la noblesse. Le Pacha Mahmoud ne parvient cependant pas à mater la résistance d'Askia Nouh, le successeur d'Ishaq II. Al Ifrani assure néanmoins que les sultans de Kanem-Bornou, dans la région du

lac Tchad (à 1000 km à l'est) ont prêté allégeance (bey'a) à Ahmed El Mansour.

Cependant, les conquistadores, après avoir remonté le fleuve jusqu'à Jenné et obtenu reddition et bey'a, exigent de l'élite songhaïe et tombouctie le serment d'obéissance à la cour de Marrakech. Selon les historiens soudanais, nombreux sont ceux qui s'y refusent : ils seront pratiquement tous éliminés... Les plus chanceux seront enchaînés à l'une des innombrables caravanes de captifs et d'or en partance pour Marrakech. Al Ifrani rapporte : «A la suite de la conquête des principautés du Soudan, le sultan maghrébin reçut tant de poudre d'or que les envieux en étaient tout troublés et les observateurs fort stupéfaits ; aussi El Mansour ne payait-il plus ses fonctionnaires qu'en métal pur et en dinars de bon poids. Il y avait à la porte de son palais 1400 marteaux qui frappaient chaque jour des pièces d'or, et il y avait en outre une quantité du précieux métal qui servait à la confection de boucles et autres bijoux. Ce fut cette surabondance d'or qui fit donner au sultan le surnom de Eddahabi (le Doré).»

Ainsi fut clot la belle histoire de la civilisation songhaï au Mali et ainsi furent exterminés ou vendus sur les places fortes des marchés de Fez, Marrakech et Salé les riches notables des prospères villes que furent Jenné, Gao et Tombouctou.

On passera rapidement les étapes de l'histoire; ce dossier succinct n'est pas un sujet d'histoire, mais juste une vue d'ensemble sur les mécanismes de la politique étrangère marocaine, notamment dans ses rapports avec le voisinage, obéissent à une certaine doctrine, qu'il serait utile de cerner pour mieux en comprendre les modes opératoires, les prétextes et les compromissions.

Notez au passage qu'à l'époque de la Régence ottomane d'Alger, puissance régionale reconnue par toutes les nations du monde, le Maroc saadien a résisté à toutes les tentatives turques de se mettre sous l'autorité de la Sublime Porte, qui était garante de l'islam et fédérait toutes les nations du vaste monde arabo-musulman sous la bannière rouge frappée à l'effigie des trois Croissants lunaires.

Alors que le monde musulman se mettait sous l'autorité religieuse d'Istanbul, le Maroc préférait s'allier aux Portugais et aux Espagnols, qui, pourtant, grignotaient les terres des côtes nord et ouest de son territoire, et contractait des alliances contre nature pour faire la guerre à la Régence d'Alger et mener des opérations militaires au Sahara et au Mali.

Il serait utile également de savoir que c'est bel et bien le Protectorat français et grâce au général Lyautey que le Maroc devient unifié. Car même pendant ce protectorat, les tribus se déchiraient à belles dents et le pouvoir central ne gérait que des parcelles au nord du pays, le Rif étant déjà entre les mains des Espagnols.

Un excentrique comme Thami El Glaoui, autoproclamé Pacha du Maroc et roi à la place du roi, était l'allié de la France et contre l'indépendance du Maroc ; allié du protectorat français au Maroc, il œuvra pour le renversement du sultan Mohammed V. Ce qui nous intéresse ici, c'est de dire qu'il était également, entre autres fonctions, proxénète pour arrondir son pactole. Ce sont les archives marocaines qui le disent, et une brève recherche sur YouTube vous révélera ses frasques. Cette anecdote est utile également pour comprendre la propension de la politique d'Etat à faire "œuvre utile" de la prostitution. A ce jour, le tourisme sexuel fait des ravages parmi les populations urbaines déshéritées et génère épisodiquement des réactions violentes dans les milieux conservateurs, guère convaincus des choix



EXPANSIONNISME ET VICTIMOLOGIE RENTIÈRE (PARTIE II/III)

CE VOISIN ENCOMBRANT

politiques du Makhzen (dont la signification stricte, loin des cliqués présentés par les médias, en est le système politique et l'administration centrale du Maroc).

LA GUERRE DES SABLES ET SES PETITS SECRETS

On revient évidemment, aux relations avec l'Algérie, et on passera certaines péripéties historiques, comme l'acte final du combat de l'Emir Abdelkader, après que le sultan du Maroc cessa de l'aider et lui ouvrit ses frontières; on passera également l'épisode de la Guerre des Sables, en 1963, où le Maroc déploya toute sa logistique de guerre pour s'attaquer à un voisin fraîchement indépendant pour revendiquer plus de terres algériennes, et donc, une certaine hégémonie régionale. Les réalités du terrain et le vaste mouvement de mobilisation de toute l'Afrique avec l'Algérie, et contre le Maroc, refroidirent les velléités marocaines et renvoyèrent l'armée royale dans ses casernes. L'Organisation de l'Unité africaine (ancêtre de l'Union africaine) estima que les frontières sont intangibles et qu'il n'y a pas lieu de revenir sur le sujet.

La guerre des Sables avait été l'élément déclencheur d'une longue période de méfiance entre l'Algérie et le Maroc; le second grand élément déclencheur, l'occupation illégale des terres sahraouies, finit par conforter l'Algérie dans sa position de méfiance envers le Maroc.

Les conséquences de la Guerre des Sables ont été désastreuses pour le Maroc; l'OUA adopte le principe de l'intangibilité des frontières issues du colonialisme, qui est rejeté par le Maroc, et la frontière suit le tracé qui reprend la délimitation française. Le 15 juillet 1972, Houari Boumédiène et Hassan II signent un traité qui délimite leurs frontières, en reprenant ce tracé. L'Algérie ratifie le traité le 17 mai 1973, mais le Maroc tergiverse, pour se décider enfin à signer le traité en mai 1989. Entretiens, il y eut le problème de l'occupation du Sahara occidental.

La Guerre des sables avait, secrètement, donné l'occasion à un nouvel acteur de se positionner entre le Maroc et l'Algérie, en faveur du Maroc, évidemment. Il s'agit d'Israël.

LE MAROC A SOLLICITÉ L'AIDE D'ISRAËL CONTRE L'ALGÉRIE

Le «mérite» de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël en 2021 est d'avoir mis au jour ce qui était entretenu dans le secret. Ainsi, jour après jour, se dévoile au grand public ce qui était resté connu au sein des seuls cercles des professionnels. Aujourd'hui, nous en savons un peu plus sur les menées secrètes marocaines contre l'Algérie; et celles-ci remontent à loin, très loin dans l'histoire récente et mouvementée à la fois entre Rabat et Alger.

Le professeur Yigal Bin-Nun, un Israélien d'origine marocaine, «spécialiste des relations secrètes» entre l'Etat hébreu et le royaume du Maroc, a publié récemment une rectification au travail de deux journalistes israéliens paru dans le quotidien «Yediot Aharonot» sur l'implication du Mossad dans l'assassinat de Mehdi Ben Barka. L'enquête de «Yediot Aharonot» avait été reprise par le quotidien «Le Monde». Mais ces deux quotidiens avaient amputé l'enquête de ces parties les plus intéressantes pour l'Algérie.

Les «rectifications» concernaient principalement les relations très fortes entre le Mossad et le Palais royal, notamment lors de l'élimination physique de Ben Barka, malgré que celui-ci entretenait de son côté des relations fortes avec des officiers du renseignement israélien.

Mais là n'est pas notre propos; ce qui nous



importe le plus dans ces révélations, c'est la partie concernant l'Algérie. Et là, tenez-vous bien: «La visite officielle du chef du Mossad, le général Meir Amit, et de son adjoint Yaacov Caroz au roi et à Oufkir n'était en fait que la conséquence de l'échec des négociations entre Hassan II et le président algérien Ahmed Ben Bella à Alger concernant les problèmes frontaliers entre le Maroc et l'Algérie.

«Quelques mois avant la Guerre des sables qui opposa les armées marocaine et algérienne, Oufkir sollicita l'aide d'Israël pour une aide militaire, stratégique et sécuritaire. La classe dirigeante marocaine détestait Nasser et le Palais ne faisait confiance ni aux Américains ni aux Français. C'est pour cela que les Marocains préférèrent solliciter l'aide d'Israël».

Dans les bribes d'informations distillées à la presse israélienne, Yigal Bin-Nun n'en dit pas plus; peut-être on le saura à la parution de son livre, comme il le promet. Mais là encore, rien n'est plus aléatoire, car l'historien promet de publier ses «Mémoires» depuis... 2004.

Tout compte fait, cet événement, la Guerre des Sables, dévoila, au Maghreb, le Plan doctrinaire du «Grand Maroc» s'étendant du Rif à Taoudenni, tout comme, au Machrek, le Plan d'expansion israélien dévoila la carte du Grand Etat juif s'étendant du Nil à l'Euphrate.

Mêmes stratégies velléitaires, mêmes modus operandi, mêmes opérations de séduction, mêlant l'utile, l'agréable et le proscrit, le tout agrémenté d'argent et de chair fraîche, mêmes menées secrètes contre le voisinage et même volonté de domination (voir la partie I de ce dossier), entre le Maroc et Israël il existe des relations à la fois évidentes et ambiguës qu'il serait utile de décrypter dans le détail.

On arrive laborieusement à l'époque actuelle, marquée par le conflit au Sahara occidental et pour lequel le Maroc se pose comme, non pas adversaire de l'Algérie, mais oppresseur d'un peuple et dernier colonisateur dans tout le continent africain. Lui au Maghreb et en Afrique, Israël au Machrek. Un autre volet à décoder sans ménagement pour les amateurs.

Les ambiguïtés internes seront laissées aux Marocains eux-mêmes pour comprendre leur propre système et les contradictions qui le secouent par les fondements. Ici nous nous occupons des faits et des opérations menées contre le voisinage, même sous des coupures des plus "soft".

Depuis l'agression de 1975 contre le peuple sahraoui et la tentative d'opérer un premier pas concret dans la réalisation du Grand Maroc, la plus profonde obsession marocaine devient le Sahara occidental.

Toute la politique étrangère, toute la logistique militaire, toutes les actions économiques, toute l'artillerie paradiplomatique et les menées souterraines du renseignement se braquent alors sur ce seul et unique objectif. Comme on l'a vu par la suite, la question du Sahara au cœur de l'espionnage marocain contre le monde entier - et les Algériens spécialement - via le logiciel israélien Pegasus.

LES «GEEKS» DU MOSSAD AU SERVICE DU ROI DU MAROC: «L'UNITÉ 8200» ENTRE EN JEU...

Le Maroc cherche alors à gagner sa guerre médiatique par tous les moyens. Il aura tout essayé: corruption des journalistes occidentaux (payés à 6000 euros/pièce, réalité divulguée par Wikileaks), d'eurodéputés et de diplomates en poste, travestissement des réalités sahraouies, médiamensonges, etc. Mais depuis la normalisation avec Israël, il est passé à la vitesse supérieure. Désormais, il bénéficie des réseaux hyperdangereux des «geeks» de Tsahal.

Il s'agit d'une superstructure rattachée au Mossad; en complément des interceptions des signaux électromagnétiques, l'Unité 8200 a développé depuis deux décennies une expertise de très haut niveau en matière de cyberattaques. L'homme à l'origine du développement de l'appareil israélien de cyberguerre est le général Amos Yadlin, qui a dirigé «Aman» entre 2005 et 2010. Il est particulièrement célèbre pour avoir été l'un des pilotes de l'opération Opéra au cours de laquelle le réacteur nucléaire irakien d'Osirak a été détruit. Selon lui, il n'y a aucun doute: «Les combats dans la dimension cybernétique sont aussi importants que l'introduction de l'arme aérienne au début du XXe siècle.»

Le général Amos Yadlin considère que les héros des guerres futures d'Israël ne seront pas des pilotes de F-16, des chefs de chars ou des commandos parachutistes. Ce seront des geeks technophiles, des «accros» du web et du high-tech issus des meilleures universités techniques israéliennes. Parmi les jeunes Israéliens en âge d'effectuer leur service national, Tsahal recrute ceux qui présentent de fortes aptitudes à la programmation et à l'algorithmique; ils intègrent alors rapidement la prestigieuse Unité 8200 au sein de laquelle ils vont servir leur pays, poursuivre leur formation initiale et développer leurs qualités créatives dans le secteur du numérique militaire. Ainsi, l'Unité 8200 attire les esprits les plus brillants et les plus créatifs, donnant une longueur d'avance à Tsahal sur ses nombreux adversaires.

L'Unité 8200 utilise désormais les techniques en vogue chez Google, Microsoft ou d'autres grands noms de la haute technologie pour stimuler l'imagination et l'innovation parmi ses jeunes recrues. Des groupes d'une trentaine de soldats divisés en équipes de travail ont une semaine pour proposer un projet qui sera ensuite adopté ou abandonné selon son intérêt.

Ces équipes doivent trouver chacune une idée le premier jour. Durant la deuxième et la troisième journée, l'idée doit être modélisée. Au cours du quatrième jour débute la préparation de la présentation de l'ensemble du projet. Le lendemain, il est soumis aux officiers, mais aussi à d'éventuels partenaires et investisseurs privés d'entreprises d'armement. Depuis trois ans, dix sessions ont été organisées. Plus de quatre-vingts idées ont émergé. Dix ont été retenues et cinq autres ont permis de procéder à des modifications dans la technologie utilisée par l'Unité 8200. Elle s'est également inspirée du modèle Facebook en créant une plate-forme d'échanges internes de données inspirée par le modèle du réseau social.

Une fois démobilisés, ces génies de l'informatique deviennent créateurs de start-up, souvent liées aux domaines de la sécurité, de la surveillance automatisée, de la reconnaissance biométrique ou de la collecte d'information pour des applications d'intelligence économique. En clair, ils demeurent toujours au service du Mossad, comme les géants israéliens Israel Aerospace Industries, Elbit et Mer, qui ont réussi à décrocher le contrat de protection périmétrique de la Minusma, au Mali, tout en donnant des informations confidentielles récoltées au Nord-Mali sur tout l'Azawad et les pays voisins.

Les compétences acquises au sein de l'Unité 8200 se diffusent alors naturellement vers les sphères civiles et l'innovation émerge à l'interface des domaines civils et militaires. C'est certainement dans ce sillage qu'il faut inscrire les cyberattaques marocaines qui ont visé des institutions algériennes et des médias privés en 2021 et 2022.

L'industrie militaire (pensée pour spécialement contrer l'Algérie) n'a pas tardé à prendre des initiatives. Avec l'aide de Tel Aviv, Rabat planche sur une filière locale de drones kamikazes, dernière étape du rapprochement accéléré entre Rabat et l'industrie de défense israélienne. Le Maroc envisage de mettre sur pied, sur son territoire, une filière dédiée au développement de drones kamikazes, appareils relativement simples à construire et aux conséquences dévastatrices.

Dossier réalisé par F.O.

BURKINA FASO-CEDEAO

LE PARTI DE COMPAORÉ RÉCUSE LE CHOIX DE MAHAMADOU ISSOUFOU EN QUALITÉ DE MÉDIATEUR

Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, le parti de l'ex-président burkinabè Blaise Compaoré) a récusé dimanche, dans une déclaration, le choix de l'ex-président du Niger Mahamadou Issoufou en qualité de médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la crise socio-politique au Burkina Faso. "Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès appelle de toutes ses forces les autorités de la Transition et le peuple burkinabè à récuser la désignation de Monsieur Mahamadou Issoufou en qualité de médiateur de la CEDEAO pour le Burkina Faso", a écrit le CDP dans sa déclaration signée par Achille Tapsoba, membre du bureau exécutif du parti. L'ancien parti au pouvoir, dont le président Blaise Compaoré a été renversé par un soulèvement populaire en 2014, a expliqué que Mahamadou Issoufou dans un "passé récent" s'est illustré comme un "acteur déterminant et de premier ordre" dans des crises antérieures que le Burkina Faso a connues. "Il a, par ses soutiens politiques, diplomatiques et financiers, contribué à installer le chienlit dans notre pays en 2014. C'est ainsi qu'au Burkina Faso, personne de bonne foi ne peut nier l'implication personnelle de Monsieur Issoufou sur les événements d'octobre 2014", a-t-il soutenu. Le CDP a ajouté que l'ex-président Blaise Compaoré "arrivé légalement au pouvoir a été renversé par des militaires et une frange de la population avec le soutien de Mahamadou Issoufou". Selon la même source, après la chute de Compaoré, Mahamadou

Issoufou a "manœuvré de toutes ses forces" parmi ses pairs Chefs d'Etat de la CEDEAO pour consolider le pouvoir de transition en 2015 du Lieutenant-Colonel Yacouba Isaak Zida "en vue de la transmission du pouvoir à ses amis du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) de Salif Diallo, de Simon Compaoré et de Roch Marc Christian Kaboré". En outre, le CDP a estimé que le peuple nigérien et l'opinion internationale "n'ont pas oublié que le soi-disant démocrate Mahamadou Issoufou a jeté en prison son principal opposant politique en période électorale. Sans compter sa propension à réprimer les manifestations des démocrates nigériens pour réclamer la justice". Pour le CDP, un médiateur est a priori une personnalité impartiale et à équidistance des parties et jouissant d'une crédibilité avérée envers tous, concluant que "force est de reconnaître que Monsieur Mahamadou Issoufou ne répond nullement de ces considérations et critères sus-évoqués". Le 24 janvier dernier, des militaires burkinabè ont renversé l'ex-président Roch Marc Christian Kaboré, ouvrant ainsi la voie à une transition politique de trois ans – un délai jugé "très long" par la CEDEAO qui a suspendu le pays de ses instances. Le sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, consacré à l'examen de l'évolution politique au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, tenu le 4 juin 2022 à Accra en République du Ghana, a désigné Mahamadou Issoufou, ancien Président du Niger, comme médiateur sur la crise au Burkina Faso.

I.M./A.A.

TUNISIE

La justice militaire met un journaliste en garde à vue pour des déclarations sur l'armée

Le journaliste Salah Attia a déclaré, avant-hier, à la chaîne qatarie Al-Jazeera que "le président tunisien Kais Saïed a demandé aux autorités militaires d'encercler le siège de l'Union générale tunisienne du travail, ce qui a été rejeté par l'armée"



Un avocat tunisien a annoncé, dimanche, que la justice militaire a décidé de placer en garde à vue le journaliste Salah Attia, en raison de ses déclarations mettant en cause l'armée tunisienne. C'est ce qui ressort d'un post Facebook, publié par un membre de l'équipe de défense du journaliste, l'avocat Samir Ben Amor. Samedi, Attia a déclaré à la chaîne qatarie Al-Jazeera que "le président tunisien Kais Saïed a demandé à l'institution militaire d'encercler le siège de l'Union générale tunisienne du travail, suite à l'appel à la grève générale lancé, jeudi, par cette dernière." Et le journaliste d'ajouter : "L'armée a refusé d'accéder à la demande du président, et en a informé les dirigeants de la centrale syndicale." L'UGTT affirme que son appel à la grève dans le secteur public, jeudi, n'est pas de nature politique, mais vise plutôt à faire aboutir des revendications sociales. Ben Amor

a déclaré : "Lors de l'audition d'Attia de la part de l'unité chargée de l'enquête, il a refusé de révéler la source de ses informations et s'est prévalu des dispositions du décret 115 de 2011 relatives à la liberté de la presse." Et d'ajouter : "Le juge d'instruction du tribunal militaire a autorisé sa (Attia) mise en garde, ainsi que sa comparution devant le juge d'instruction lundi prochain." "Le procureur militaire a autorisé l'ouverture d'une enquête contre le journaliste Salah Attia qui est accusé d'attentat ayant pour but de changer la forme de l'Etat, d'incitation des gens à s'armer les uns contre les autres ou à provoquer le désordre, le meurtre ou le pillage sur le territoire tunisien, d'imputer à un fonctionnaire public des faits illégaux en rapport avec ses fonctions, sans en établir la véracité, d'atteinte à la dignité, à la renommée, au moral de l'armée, d'outrage à autrui à travers les réseaux

publics de communication", a-t-il poursuivi. Les autorités tunisiennes n'ont pas fait de commentaire immédiat concernant ces informations, mais elles affirment habituellement leur engagement en faveur de la liberté d'expression et d'opinion. La Tunisie connaît une grave crise politique depuis le 25 juillet 2021, date à laquelle Saïed a imposé des mesures d'exception, notamment la destitution du gouvernement, et la nomination d'un nouveau, la dissolution du Parlement et du Conseil supérieur de la magistrature et en promulguant des lois par décrets. Certaines parties tunisiennes considèrent ces mesures comme un "coup d'État contre la Constitution", tandis que d'autres les voient comme une "correction du cours de la révolution de 2011", qui a renversé le président de l'époque, Zine El Abidine Ben Ali (1987-2011).

In Agence Anadolu

LIBYE

La Conseillère de l'ONU exhorte les rivaux à mettre fin à leurs différends «dans un délai d'une semaine»

La Conseillère spéciale de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, a exhorté, dimanche, les rivaux libyens à établir un cadre constitutionnel dans un délai d'une semaine afin d'organiser des élections dans ce pays ravagé par les conflits. "Ce dernier cycle intervient à un moment critique pour votre pays. Après onze longues années de division, de dysfonctionnement, de conflit et de chaos, le peuple libyen est épuisé", a déclaré Williams lors de la séance d'ouverture du troisième et dernier cycle de négociations entre la Chambre des représentants (parlement) de la Libye et le Haut Conseil d'État, qui fait office de sénat, qui se tient au Caire, en Égypte. "Vos compatriotes libyens vous observent, attendant avec impatience des résultats tangibles : une base constitutionnelle ferme et consensuelle qui ouvrira la voie à la tenue d'élections transparentes dans les délais les plus

courts possibles", a ajouté Stephanie Williams. Elle a également exhorté les libyens à "déposer les armes", ajoutant que certains "auteurs de troubles" chercheront à déstabiliser les pourparlers. Le dernier cycle de pourparlers devrait aborder 30 % des points conflictuels, les

70 % restants ayant été abordés lors des cycles de discussions précédents. Il y a eu deux gouvernements en Libye depuis plus de trois mois : le gouvernement d'unité nationale de Tripoli dirigé par Abdelhamid Dbeibeh et celui qui a obtenu la confiance de la Chambre des représentants de Tobrouk, début mars,

sous la direction de l'ancien ministre de l'intérieur Fathi Bashagha Dbeibeh a déclaré qu'il ne céderait le pouvoir qu'à un gouvernement issu d'un "parlement élu", faisant craindre que le pays riche en pétrole ne retombe dans la guerre civile.

I.M./agences

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Réunion d'information trimestrielle sur le Mali

I.M.
Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra lundi sa réunion d'information trimestrielle sur le Mali, suivie de consultations à huis clos.

Le Représentant spécial et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), El-Ghassim Wane, fera un exposé. Un représentant de la société civile

devrait également fournir des informations sur les jeunes et le genre. Le ministre malien des Affaires étrangères de transition, Abdoulaye Diop, devrait représenter son pays lors de la réunion d'information. Après la réunion, la France (porte-plume pour le texte) devrait partager avec les membres du Conseil un projet de résolution renouvelant le mandat de la MINUSMA, que les membres vont bientôt commencer à débattre. Le mandat de la MINUSMA expire le 30 juin 2022.

MATCH AMICAL

Une Algérie remaniée s'impose face à une Iran mondialiste (2-1)

Pour ce match amical face à l'Iran, Djamel Belmadi a donné leur chance à de nombreux jeunes. Et il a bien fait. Les Fennecs se sont imposés (2-1) face à cette équipe iranienne, lors d'une rencontre qui s'est déroulée avant-hier soir au stade Suheim Ben Hamad à Doha (Qatar).

Malgré un penalty refusé pour une faute sur Rachid Ghezzal, l'Algérie prenait l'avantage avant la pause grâce au premier but en sélection de Riad Benayad juste avant la pause (1-0, 44e). Les Iraniens ont remis les pendules à l'heure grâce au capitaine Jahanbakhsh (63e). Entré en cours de jeu, Mohamed Amine Amoura a marqué le but de la victoire (82e). Cette rencontre est venue boucler le stage de la sélection algérienne, au cours duquel les "Verts" ont bien entamé les qualifications de la Coupe d'Afrique de nations CAN-2023, en battant samedi dernier l'Ouganda lors de la journée inaugurale (2-0) au stade du 5-Juillet d'Alger, avant de récidiver quatre jours plus tard en dominant la Tanzanie (2-0) à Dar Es-Salam, pour le compte de la 2e journée.

Au final, les Verts ont donc réussi à dominer les Iraniens. Une victoire de prestige qui va assurément conforter Belmadi dans l'idée de rebattre les cartes



au sein de l'effectif en vue des futures échéances. La CAN 2023 en Côte d'Ivoire est le prochain objectif, et il y a tout le temps nécessaire pour reconstruire une équipe compétitive et capable de signer de grands accomplissements. Comme en 2019, les Verts reprendront du service en septembre prochain, à l'occasion de la

double confrontation face au Niger entre le 19 et 27 septembre, dans le cadre des 3e et 4e journées des qualifications.

Fiche technique

Fiche technique du match amical international Algérie-Iran 2-1 (mi-temps : 1-0), disputé avant-hier soir au stade Suheim Ben Hamad

à Doha (Qatar) : Suheim Ben Hamad Stadium à Doha (Qatar). Temps chaud et humide. Affluence très faible. Terrain en bon état. Arbitrage de Mohamed Ahmed Chamari (Qatar), assisté de Seid Ali (Koweït) et Mohamed Mohssen (Koweït). Le quatrième arbitre est Youssef Cherchani (Qatar).

Buts : Benayad (43e), Amoura (82e) Algérie Jahanbakhsh (63e) Iran Algérie : Mandrea, Zedadka, Touba, Tougaï, Bedrane (Ounas, 61e), Bennacer (C), Zorgane (Zerrouki, 46e), Kadri (Hamache, 61e), Ghezzal (Omrani, 71e), Benayad (Amoura, 67e), Brahimi (Belaïli, 61e) Sélectionneur : Djamel Belmadi

Iran : Abdedzadeh, Mohar-rami, Hajsafi (Ebrahimi, 46e), Hosseini, Noorafkan, Ezatollah (Sarлак, 46e), Ghoulizadeh (Mehdipour, 71e), Nourollahi (Hosseinzadeh, 71e), Jahanbakhsh (C) (Sayyadmanesh, 85e), Taremi, Azmoun (Aghasi, 46e) Sélectionneur : Dragan Skocic (Croatie). **Aymen D.**

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE/SAUT EN HAUTEUR

Bouhanoune offre une nouvelle médaille d'or pour l'Algérie

L'athlète algérien Hichem Bouhanoune a offert à l'Algérie une cinquième médaille d'or, lors de la 5e et dernière journée des Championnats d'Afrique d'athlétisme à Saint-Pierre (Maurice), terminant en tête du concours du saut en hauteur (2.15 m), avant-hier au Complexe sportif de Côte-d'Or. Bouhanoune, dernier représentant algérien à entrer en lice, a terminé à égalité avec le Nigérien Edward Mike (2.15) et le Sud-africain Links Mpho, mais ces derniers se sont

adjugé respectivement la médaille d'argent et de bronze, en raison d'un plus grand nombre de sauts effectués. Il s'agit de la deuxième médaille algérienne lors de cette ultime journée, après celle en argent décrochée sur le 400 mètres/haies par le hurdler Abdelmalik Lahoulou (50.10). Le natif de Jijel a été devancé par le Sud-africain Zazini Sokwakhana, vainqueur en 49.42, alors que le Kenyan Wiseman Mukhobe (50.48) a terminé troisième. Les quatre premières

médailles d'or de l'Algérie ont été décrochées par le décathlonien Larbi Bourrada, le sauteur à la perche Amar Rouana, le demi-fondiste Slimane Moula sur 800 mètres, et le hurdler Amine Bouanani (110m/haies). Outre ces médailles en vermeil, l'Algérie a décroché trois en argent et une en bronze. La compétition, organisée du 8 au 12 juin à Maurice, a enregistré une participation record de 636 athlètes (379 messieurs et 257 dames), dont 14 Algériens. **APS**

LIGUE DES NATIONS

Le Portugal perd le match en Suisse et la première place du groupe

Malgré une très vive réaction en seconde période, le Portugal, cueilli à froid par un but de Seferovic dès la 1re minute, a perdu en Suisse et abandonné la 1re place du groupe 2 en Ligue des nations à l'Espagne, victorieuse 2-0 des Tchèques, dimanche. Le seul but du match à Genève a été inscrit par l'avant-centre suisse Haris Seferovic dont la tête croisée aux six mètres à la

réception d'un centre au cordeau de la droite de Widmer, lancé par Shaqiri, a trompé Rui Patrício. On jouait depuis 56 secondes... Le Portugal, sans Cristiano Ronaldo, Joao Moutinho ni Raphaël Guerreiro laissés au pays, a tenté de réagir immédiatement, mais le penalty obtenu (12e) pour une main de Mendes dans la surface sur un centre de Shaqiri était annulé par l'arbitre après

visionnage de la vidéo pour une faute de Nico Elvedi sur André Silva dans le rond central au départ de l'action. Les Portugais, qui ont vivement réagi dans un second acte qu'ils ont dominé de la tête et des épaules, se sont procurés une bonne dizaine d'occasions d'égaliser, mais sont tombés sur un Omlin qui était imprenable en ce dimanche soir. **APS**

ATHLÉTISME (CHAMPIONNATS D'AFRIQUE)

LARBI BOURRADA, LE DÉCATHLONIEN ALGÉRIEN LE PLUS TITRÉ DANS SA SPÉCIALITÉ

Avec un cinquième titre continental, décroché samedi à Saint-Pierre (Maurice), Larbi Bourrada est devenu le décathlonien algérien le plus titré dans l'histoire de cette spécialité, devant son ex-entraîneur, Mourad Mahour-Bacha, qui pendant sa carrière d'athlète avait remporté quatre titres. A Saint-Pierre (Maurice), le décathlonien Bourrada a totalisé 7776 pts devançant deux Sud-Africains, Friedrich Pretorius (7504 pts) et Jesse Perez (7396 pts). Avant ce cinquième titre, Bourrada a été déjà sacré à Addis-Abeba (2008/7574 pts), Nairobi (2010/8148 pts), Marrakech (2014/8311 pts) et au Nigeria (2018/8099 pts). Pour sa part, Mahour-Bacha avait remporté les titres continentaux de Rabat (1984/7022 pts), Le Caire (1985/6712 pts), Lagos (1989/7080 pts) et Maurice (1992/7467 pts). Les autres internationaux algériens qui figurent dans ce palmarès des décathloniens les plus titrés de l'histoire sur le plan continental (Jeux Africains non inclus) sont: Youcef Redouane (deux titres) et le duo Mohamed Bensaâd et Mohamed Aït Ouhamou, avec un titre chacun. Youcef Redouane avait remporté ses deux titres à Dakar et à Alger, respectivement en 1998 et 2000, alors que Bensaâd et Aït Ouhamou ont été sacrés, respectivement en 1979, à Dakar, et 1989 à Annaba. Un bel exploit donc pour Bourrada, qui reste au Top niveau, malgré ses 34 ans, et c'est de bon augure avant les Jeux Méditerranéens d'Oran, dont les épreuves d'athlétisme se dérouleront entre le 1er et le 4 juillet.

R. S.

PSG

ZIDANE AURAIT DIT NON À PARIS, UN ÉNORME MERCATO À ATTENDRE DE LA PART DES QATARIS!

Nouveau coup de froid pour la venue de Zinédine Zidane au PSG ! Alors que la presse catalane annonçait hier un accord entre le Français et le club de la capitale, Romain Molina indique très clairement aujourd'hui qu'il n'y en a pas. Pire, "Zizou" aurait encore repoussé les avances parisiennes cette semaine. Les Qataris, obnubilés par le champion du monde 1998, n'auraient cependant pas dit leur dernier mot.

Un gros mercato à venir, encore peu de départs à attendre ?

Mais le temps commencerait à presser et le champion de France aurait fait de la semaine à venir, un moment décisif dans la quête de son futur coach. Luis Campos, quant à lui, pousserait toujours pour faire venir Christophe Galtier à Paris. Cet entraîneur serait dans tous les cas choisi par défaut alors que Paris avait pour objectif de faire venir Pep Guardiola, Xavi ou donc Zinédine Zidane. En ce qui concerne le mercato, les supporters parisiens peuvent être rassurés : leur club a encore l'intention de frapper fort. En revanche, au rayon des départs, le PSG devrait se confronter aux mêmes problèmes que d'habitude. Hormis Arnaud Kalimuendo, qui fait l'objet de vifs intérêts, cela ne se bouculerait pas pour les indésirables du club de la capitale.

Onze mondial

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE YASMINE HAMMAMET

«Le marin des montagnes» de Karim Aïnouz primé

Le long métrage documentaire "Le marin des montagnes" du réalisateur algéro-brésilien Karim Aïnouz a remporté le Prix du jury au premier Festival international du film de Yasmine Hammamet, qui a pris fin samedi dans cette ville balnéaire de l'est de la Tunisie, annoncent les organisateurs. En lice dans la sélection internationale avec six œuvres issues notamment d'Iran, de Chine et de Suède, "Le marin des montagnes" raconte le parcours du réalisateur qui entreprend un voyage en Algérie après la mort de sa mère brésilienne. Coproduction algéro-brésilienne sortie en 2021, ce documentaire est une autofiction mettant en lumière les racines et l'héritage de la lutte contre la domination coloniale française. Dans la sélection "fiction", le long métrage "Cigare au miel" de la réalisatrice Kamir Aïnouz et le court métrage "La voix de ma mère" de Mourad Hamla étaient également en compétition de cette édition, en plus du court métrage "Bridge" Boukef Mohamed-Tahar Chawki, programmé hors compétition. Une soixantaine de films issus de 21 pays ont pris part au premier Festival international du film de Yasmine Hammamet, un rendez-vous qui ambitionne de "dynamiser la vie culturelle" locale à travers la diffusion de films "porteurs de cause humaine" parmi les plus distingués dans des manifestations cinématographiques d'envergure.

R. C.

AARC

Résidence d'écriture pour l'écrivaine britannique Amy Liptrot

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), organise du 12 au 18 Juin, une résidence d'écriture, pour l'écrivaine britannique Amy Liptrot, à la majestueuse Dar Abdelatif.

En partenariat avec British Council, cet événement placé sous le thème, « Littérature et changement climatique » sera abrité par Dar Abdelatif. Au programme une conférence/Panel de discussion avec l'écrivain Mohamed Magani, un Master Class avec des étudiants universitaires et des visites guidées (Tipaza) et aussi des résidences d'écriture. A noter que Amy Liptrot est une journaliste et auteure écossaise. Elle a remporté le prix PEN Ackerley 2017 et le prix Wainwright 2016 pour ses mémoires The Outrun. Son livre « The Instant » est un best-seller en 2022. The Outrun décrit son expérience de retour vivre dans les Orcades, où elle a grandi

dans une ferme, pour poursuivre sa rééducation après dix ans à Londres, au cours desquels elle avait eu recours à l'alcoolisme et à la consommation de drogue. En 2019, Liptrot était sans alcool depuis huit ans. Elle a un enfant né à Noël 2018. Elle a contribué "Swimming Away From My Baby", un essai sur la nage sauvage, à Antlers of Water, un recueil d'écrits écossais sur la nature produit pendant le confinement lié au COVID-19 et édité par Kathleen Jamie. Son livre « The Instant » publié en 2022 (Best-seller) décrit l'année qu'elle a passée à vivre à Berlin après la période couverte par The Outrun.

Meriem Djouder



Amy Liptrot
Littérature et
changement climatique
12 - 18 Juin 2022
à Dar Abdellatif, Algiers

ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR LA POLITIQUE DU LIVRE EN ALGÉRIE

Tidjani Tama prend ses fonctions à la tête du CNL

Tidjani Tama a été installé avant-hier, à la tête du Centre national du livre (CNL), en remplacement de M. Lahcène Mandjour, chargé de la gestion provisoire de ce centre, indique un communiqué du ministère. Intervenant lors de la cérémonie d'installation, en présence de cadres du ministère et des établissements sous tutelle, Mme Mouloudji, qui a procédé à l'installation de Tidjani à la tête du CNL a affirmé que "la promotion du livre en Algérie s'inscrit parmi ses priorités",

relevant la nécessité de "faire un diagnostic des établissements sous tutelle concernés par le livre dans les plus brefs délais". La ministre a fait part, à cet effet, de l'attachement de ses services "à adopter une politique nationale participative" claire pour soutenir et promouvoir davantage l'industrie du livre, mais également contribuer au développement de l'édition et de la distribution en vue de faciliter l'accès du lecteur au livre au niveau des bibliothèques et encourager

la lecture publique. Elle a expliqué, à ce propos, que le ministère procéderait, en coordination avec le CNL, à "la révision de ses statuts", et à l'élaboration "d'une nouvelle stratégie pour la politique du livre en Algérie", en associant l'ensemble des acteurs, notamment les maisons d'édition, les imprimeries, les libraires et les éditeurs. Afin d'y parvenir, Mme Mouloudji a annoncé l'organisation d'une conférence nationale, en collaboration avec l'Union des écrivains algé-

riens sur "L'écriture et l'édition en Algérie", le but étant d'examiner tous les aspects liés à l'industrie du livre et à l'édition, et partant, développer ce segment d'activité. De son côté, le nouveau directeur du CNL a affirmé que la vision du ministère "le motive pour être à la hauteur de la mission qui lui a été confiée", notant que "toutes les initiatives trouveront une oreille attentive et une réponse permanente".

D. M.

TNA

Célébration de la Journée de l'enfant africain

Le Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) organise demain, une cérémonie spéciale dédiée aux enfants, et ce, à l'occasion de la Journée de l'enfant africain, coïncidant avec le 16 juin de chaque année, indique le TNA

dans son communiqué de presse. A cette occasion, les petits et les plus grands pourront admirer l'exposition d'affiches de pièces pour enfant produites par le Théâtre national algérien, depuis 1963. Elle se trouve juste au niveau du hall

d'entrée. Au niveau de la grande salle de spectacles Mustapha-Kateb, un spectacle musical et divertissant sera animé par l'amie des enfants, l'artiste Nadjwa, qui sera accompagnée par la petite Imène. Au menu aussi, un spectacle artistique

animé par les enfants de « L'école Hdi-douane » et un spectacle de marionnettes. L'événement se clôturera par la remise des prix aux lauréats du concours « Meilleur texte sur le rêve de l'enfant africain ».

Meriem D.

DÉLÉGATION DE L'UE

«Les saveurs de l'Europe» pour rapprocher les peuples

La gastronomie, facteur de rapprochement entre les peuples. La Délégation de l'Union européenne, en coopération avec les Etats membres de l'UE représentés en Algérie, a organisé, samedi, au Centre Culturel Mustapha-Kateb (Alger-Centre), une journée portes ouvertes sur le thème « Saveurs d'Europe ». Cette manifestation inédite met à l'honneur la culture européenne et plus particulièrement la gastronomie européenne avec la présentation de 24 recettes salées et sucrées représentant des spécialités locales de 12 pays de l'UE : Italie, Grèce, Belgique, Autriche, Danemark, Espagne, Allemagne, Pologne, Suède, Croatie, France et Tchèque. Tortillas, Moussaka, Chokladboll, Pierogi, Gaufre, Bublana ou encore Liptauer... Au total, ce sont des milliers de mignardises qui ont été réalisées et revisitées par la cheffe Rym, et proposées à la dégustation au public venu nombreux. « La cuisine occupe une place fondamentale dans nos vies, une réalité qui ne fait pas défaut dans les relations internationales. Cet événement inédit nous offre une belle opportunité d'aller à la rencontre du public algérien et de pouvoir lui faire découvrir le patrimoine culturel et culinaire européen », a déclaré M. Thomas Eckert, Ambassadeur / Chef de la Délégation de l'UE en Algérie. « Le dialogue interculturel a toujours occupé une place importante dans les relations entre l'UE et l'Algérie, avec laquelle nous partageons cette

particularité d'avoir un patrimoine culturel riche et diversifié. De tels événements sont des outils supplémentaires au service du rapprochement entre nos deux cultures. » Outre la séance de dégustation, le public a également eu le plaisir d'assister à des ateliers de cuisine avec des plats européens préparés sur place. Des ateliers de coloriage ont été organisés pour les enfants, de même que des animations autour de l'UE et de la gastronomie européenne. Enfin, le grand public a pu découvrir des expositions de photographies mettant en avant la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne. Interrogé sur place, M. Lars Floke Larsen, chef-adjoint de la section politique et culturelle de la délégation de

l'UE en Algérie, nous a déclaré que d'autres activités sont au programme dont « le festival de la musique qui aura lieu à partir du 23 juin, le festival du film en octobre prochain », des assises sur la photographie Regards croisés ont déjà été organisées à Bousaada, « de même qu'on participe régulièrement au salon du livre chaque année ». Cette journée portes ouvertes « Saveurs d'Europe » s'inscrit dans la continuité du « Mois de l'Europe » organisé par la Délégation de l'Union européenne en Algérie et ayant débuté le 9 mai à l'occasion de la Journée de l'Europe. Il se poursuivra jusqu'au Festival européen de musique qui aura lieu très prochainement.

R. C.

À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

L'EXPRESSDZ

Suivez-nous sur : www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook :

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA RCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE DJELFA
N°/2.345.../DUAC/2022
N.I.F:099817019002328

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15-247 la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public. Le directeur de l'urbanisme et de la construction de la wilaya de Djelfa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d appel d'offre ouverte avec exigence de capacité minimal n° 12/2022 , Qu'à l'issue de l'analyse de l'offres conformément le cahier des charges, le résultat sera comme suit :

Site	Lots	Entreprise Retenue	Montant Attribué /DA	Délais	Obs.
Ain Chih commune Djelfa	Voirie +Aménagement Extérieur	TAIBI Mohammed	33.572.000 ,00	10 Mois	Moins disant

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant dispose d'un délai de 10 jours à compter de la premières parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP pour introduire un recours au prés de la commission des marchés de willaya

Les candidats soumissionnaire qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur candidatures à se rapprocher de nous services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jours de la publication de cet annonces sur les quotidiens et le BOMOP.

L'EXPRESS DU 14/06/2022 ANEP : N° 2216011305

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger
Circ--scription Administrative d'EL-HARRACH
Commune de Bourouba
Nif : 41000200001608501015
Réf.أ.أ.أ. /.../BOG /2022 Bourouba le ... 2022

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Suite à l'avis d'appel d'offre national avec exigence des capacités minimales N°02/2022 , publié le 19/04/2022 dans les quotidiens : L'EXPRESS, et الأهم ; et Le BOMOP le 24/04/2022, pour:

- Lot N° 01 : Travaux d'aménagement urbain + aire de Jeux + terrain de sport de Proximité côté bâtiments de cité la montagne et vallée de Bourouba.
- Lot N° 07 : Travaux d'aménagement urbain à la cité DESSOLIER.
- Lot N° 08 : Travaux d'aménagement urbain + allée piétonne + escalier urbain à la cité 150 Logts RHP BEN BOULAID vers CEM ISTIKLAL.
- Lot N° 10 : Réalisation d'un mur de soutènement et de clôture derrière le marché communal - Cité MAHFOUD SAAD ALLAH.

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015 ; portant réglementation des marchés publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Bourouba porte connaissance aux soumissionnaires l'attribution provisoire :

Intitulé des projets	L'attributaire	Montant proposé (en TTC)	Montant Corrigé (en TTC)	Délai d'exécution	Note technique	Critère de choix
Lot N° 01 : Travaux d'aménagement urbain + aire de Jeux + terrain de sport de Proximité côté bâtiments de cité la montagne et vallée de Bourouba	ETB TCE MEDJEROUB BRAHIM NIF: 183090300050164	11 705 903.86 DA	/	03 Mois	49/60	Qualifié techniquement et Moins disant
Lot N° 07 : Travaux d'aménagement urbain à la cité DESSOLIER	ETBPH SELMOUNI MUSTAPHA NIF: 165163000947163	8 525 612.20 DA	/	75 Jours	44/60	Qualifié techniquement et Moins disant
Lot N° 08 : Travaux d'aménagement urbain + allée piétonne + escalier urbain à la cité 150 Logts RHP BEN BOULAID vers CEM ISTIKLAL	ETBPH SELMOUNI MUSTAPHA NIF: 165163000947163	8 831 131.61 DA	/	75 Jours	30/60	Qualifié techniquement et Moins disant
Lot N° 10 : Réalisation d'un mur de soutènement et de clôture derrière le marché communal - Cité MAHFOUD SAAD ALLAH	ETB TCE MEKID SAID NIF: 171163801973101	7 434 406.00 DA	/	75 Jours	46/60	Qualifié techniquement et Moins disant

Conformément à l'article n° 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 ; portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des recours de l'APC de Bourouba, dans les **Dix (10) jours** qui suivent la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultat détaillés de l'évaluation de leurs candidature, offre technique et offre financière, sont invités à se rapprocher au service contractant , au plus tard dans les **Trois (03) jours** à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats par écrit.

L'EXPRESS DU 14/06/2022 ANEP : N° 2216011365

LÉGISLATIVES 2022- FRANCE

Coup de semonce pour Macron

La coalition de la majorité présidentielle est devancée au premier tour par l'alliance des partis de gauche derrière Jean-Luc Mélenchon.

Par **François-Xavier Bourmaud**

Avertissement sans frais. Au terme du premier tour des élections législatives, la gauche rassemblée derrière Jean-Luc Mélenchon arrive à égalité avec 25,9 % des voix au niveau national, selon les estimations de l'Ifop disponibles à 20h50 avec les troupes d'Emmanuel Macron. Pour le président de la République, c'est un revers. Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, le parti du président n'arriverait pas clairement en tête en termes de voix au soir du premier tour des élections législatives. De quoi justifier l'appel à l'«humilité» lancé à ses troupes dimanche soir en petit comité. Au-delà de la très forte abstention, il ne bénéficie pas de l'élan de sa réélection il y a six semaines pour transformer l'essai et s'assurer d'une confortable majorité à l'Assemblée nationale. Dès lors, c'est tout son quinquennat qui va vivre cette semaine sous la menace des troupes de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Sans doute pas pour revendiquer Matignon puisque avec une fourchette de 180 à 210 députés, les projections donnent la gauche encore loin de la majorité absolue. D'autant qu'ayant réalisé l'union dès le premier tour, les partis de gauche réunis dans la Nupes ne peuvent pas compter sur des réserves de voix pour le second tour. Mais suffisamment pour espérer imposer une majorité relative à Emmanuel Macron, qui aurait entre 275 et 310

députés pour une majorité absolue à 289 députés. D'où l'appel lancé par Jean-Luc Mélenchon aux Français à «déferler dimanche prochain, pour rejeter définitivement les projets funestes de la majorité de M. Macron».

Si la poussée de la gauche déboucherait sur une majorité relative pour le chef de l'État, cela le pousserait paradoxalement à se tourner vers la droite pour pouvoir appliquer son programme. C'est l'autre enseignement de ce premier tour. Avec 11,3% des voix, Les Républicains peuvent espérer entre 40 et 60 députés et donc devenir incontournables pour le chef de l'État dans la nouvelle Assemblée nationale. Paradoxal, donc, puisque LR est en passe de perdre sa place de premier groupe d'opposition dans l'Hémicycle. Quant à Marine Le Pen, en dépit d'un score de 19,2%, elle n'obtiendrait qu'entre 10 et 25 députés. Pas sûr de pouvoir constituer un groupe à l'Assemblée nationale malgré sa deuxième seconde place consécutive à l'élection présidentielle.

SI NOUS SOMMES MAJORITAIRES (...), EH BIEN IL FAUDRA SE SOUMETTRE OU BIEN SE DÉMETTRE

Ce premier tour des élections législatives marque la fin d'une campagne atone, et le début d'une semaine sous haute tension. Après sa réélection à la présidence de la République, le 24 avril dernier, Emmanuel Macron a tenté de temporiser. Pour ne pas laisser se déployer une campagne inhabituellement longue. Sept semaines contre quatre d'ordinaire. Il fallait éviter de donner prise à ses adversaires.

C'est ainsi que le chef de l'État a pris son temps pour nommer sa première ministre puis son gouvernement. Pas question de prendre le risque qu'un ministre fraîchement nommé provoque une polémique préjudiciable pour son camp. Mais c'est dans un autre piège qu'est tombé Emmanuel Macron. Celui tendu par Jean-Luc Mélenchon,



qui, en appelant ses électeurs à l'envoyer à Matignon au lendemain de l'élection présidentielle, a réussi à rassembler la gauche derrière lui. Et à se poser en opposant principal au chef de l'État.

L'OFFENSIVE DE MÉLENCHON JUSQU'À LA DERNIÈRE MINUTE

En soufflant sur les braises de toutes les polémiques du moment: accusations d'agression sexuelle contre l'ex-LR et nouveau ministre des Solidarités, Damien Abad, débordements violents au Stade de France sur fond de ratés de la police. Un mois durant, Jean-Luc Mélenchon s'est affiché sur le devant de la scène, à l'offensive jusqu'à la dernière minute, vendredi dernier, à Marseille, pour une mise en garde. «Si nous sommes majoritaires (...), eh bien il faudra se soumettre ou bien se démettre», a lancé le lea-

der des Insoumis pour tenter de pousser si ce n'est son avantage, en tout cas sa dynamique.

Réélu sans campagne et reconduit sans élan dans un pays aux nerfs à vif, Emmanuel Macron a vu l'inattendu surgir sur sa gauche

Pendant toute cette période, Emmanuel Macron est resté en retrait, ne descendant dans l'arène qu'au tout dernier moment pour dramatiser l'enjeu du scrutin. «Face à ceux qui veulent opposer, diviser, cliver, les Français choisiront l'unité et le rassemblement», avait assuré le chef de l'État à trois jours du scrutin. Une campagne sur la défensive, donc. Comme si Emmanuel Macron avait surestimé l'effet d'entraînement de sa reconduction à la tête de l'État sur les élections législatives. La campagne en demi-teinte de Marine Le Pen et l'effacement des Républicains lui ont laissé

penser un moment que l'essentiel était fait. Que jamais la gauche ne parviendrait à surmonter ses divisions. C'était sans doute ignorer les conditions particulières de l'élection présidentielle.

Réélu sans campagne et reconduit sans élan dans un pays aux nerfs à vif, Emmanuel Macron a vu l'inattendu surgir sur sa gauche. Et désormais menacer son quinquennat. Sans majorité absolue à l'Assemblée nationale, le président de la République devra apprendre à composer. C'est tout l'enjeu de l'entre-deux-tours des législatives que de convaincre les Français de lui laisser les mains libres cinq ans de plus. «Nous sommes la seule force politique en mesure d'obtenir la majorité à l'Assemblée nationale», a résumé la première ministre, Élisabeth Borne.

Le Figaro

INFLATION

«Le monde a souffert d'une production insuffisante par rapport à une demande en hausse»

Par **Jean-Marc Siroën**

L'économiste Jean-Marc Siroën revient, dans une tribune au « Monde », sur les raisons qui ont conduit la majeure partie des banquiers centraux et ministres de l'économie à ne pas vouloir voir venir l'inflation, qui s'est imposée comme un phénomène planétaire.

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a déclaré, le 1er juin, sur CNN : « Je me suis trompée à l'époque sur la trajectoire que prendrait l'inflation. » Si on se reporte au début de la pandémie, l'erreur de la majorité des économistes et des banquiers centraux a été bien plus grave qu'une erreur de trajectoire. Le risque d'infla-

tion a d'abord été nié, puis, une fois la hausse des prix avérée, elle a été relativisée. Comme elle ne concernait que certains produits, il ne s'agissait pas vraiment d'inflation mais simplement d'un ajustement des prix relatifs. Puis l'inflation finit par être reconnue mais du bout des lèvres, sans affolement. Elle ne serait que limitée, à peine au-dessus des 2 % c'est-à-dire justement la cible des banques centrales. Elle serait d'ailleurs transitoire, juste le temps de résorber le choc. Le fait est pourtant qu'elle bat aujourd'hui des records, qu'une boucle prix-salaires se met en place et que personne n'ose plus en prédire la fin. Pourtant, dès le début de la pandémie, le risque d'in-

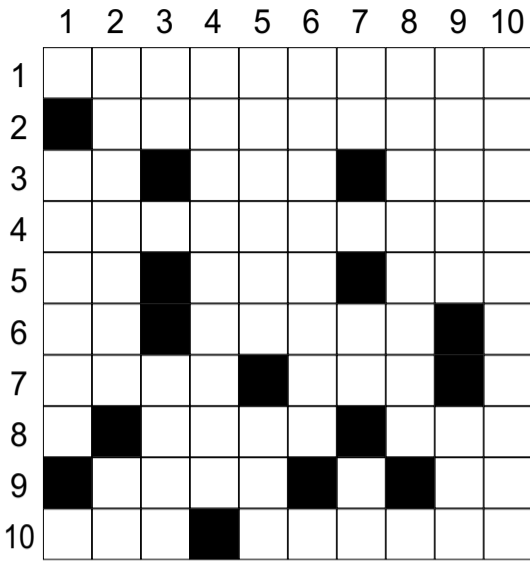
flation était évident tellement les données étaient, pour une fois, excessivement simples. Les confinements allaient provoquer une chute de la production plus importante que celle de la demande et il n'est nullement nécessaire d'être docteur en économie pour comprendre qu'il s'agit là de ce que les experts appellent un écart inflationniste.

UNE DÉFINITION IMPARFAITE DE L'INFLATION

Certes, dans un premier temps, les confinements ont conduit à un autorationnement qui masquait le déséquilibre entre l'offre et la demande mais au prix d'une accumulation explosive

d'épargne forcée par les contraintes sanitaires. Lorsque celle-ci sortirait, comme elle sort après les guerres, la demande exploserait avant même que la production ait retrouvé ses pleines capacités. Cette erreur a plusieurs origines. La première est la définition même de l'inflation retenue par les banquiers centraux et les économistes : la hausse de l'indice des prix à la consommation. Comme depuis trente ans, il était à peu près stable, souvent même en dessous de la hausse annuelle des sacro-saints 2 %, l'inflation pouvait être considérée comme enterrée. Elle ne renaîtrait jamais de ses cendres.

Le Monde



Horizontalement

1- Dernières nouvelles. 2- Instrument de musique. 3- Bas de gamme - Mauvaise habitude - Débit de boissons. 4- Parlera avec clarté. 5- Révolte puérile - Chat anglais - Annotation de bulletin. 6- Début d'ultimatum - Mit au pieu. 7- Avant oui-oui - Acquiescement. 8- Pays d'Asie - Accueille les œufs. 9- Race bouleversée - Article. 10- Ne laisse que la trame - Prisons familiales.

Verticalement

1- Beau et bleu pour Strauss. 2- Groupe d'Eglise - Champion. 3- Demi tata - Ville du sud de la France. 4- Eruption cutanée. 5- Très copain-copain - Savoir-vivre. 6- Expression. 7- A la mode - Pour un pote - A payer. 8- Comme le Dalaï Lama. 9- Grand pour les danseuses - Entourée d'eau. 10- Danses espagnoles.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Vidéo-cassette Vidéocassette Vidéocassette Vidéocassette	Typographe Typographe Typographe Typographe
Mignar Minward Mignard Mygnard	Panonceau Pannonceau Panoncau Pananceau

BRONZÉ SPORT DE MUSCLÉ	TEL UN CRI AIGU BORNÉES	MEMBRE SUPÉRIEUR BELLES SAISONS	LÉGUME DE POPEYE D'ACCORD !	AFFÛTÉS	BOIT LENTEMENT REVÊTE- MENT DE SOL	CHOISI PAR VOTE
DANSE GRECQUE GRANDS- MÈRES			NOURRICE RESTITUE	DANSEUSE DE REVUE DON CHARITABLE		
LOGIS D'OISEAUX CRÂNE		MAUVAIS BATEAU ASSEMBLÉE D'ÉLUS				SUPPRI- MÉES DÉFINITIVEMENT
AFFIRME	PROCRÉÉS LAISSER- ALLER					RAVAGÉES
TE TROUVES AVANT NOUS		MOT D'ENFANT ADMIRA- TEURS	DEVANT L'ANNÉE PRODUIT UN EFFET	CORPS CÉLESTE VAS SANS BUT	ATTRAPÉE NETTOYAGE DES ARBRES	
ESPRIT REBELLE ÉPARGNE	ELLE FAIT LA BOMBE SOMBRE		GRAIN DE GLACE RÉSIDU DU CAFÉ		EN BOURGOGNE TRACES DE ROUES	FAÇONNÉES
FIT MONTER LIEU DE BAIGNADE			APPOSE TON NOM		MOT DE BÉBÉ À L'ÉCART	
FLAMAND	ET LE RESTE ATTACHA	COLÈRE D'AUTREFOIS DE MÊME VALEUR		PRIS FERMEMENT PLANS D'EAU		MARCHERA
DÉMENTIT RÉPAN- DIONS		DÉFAUT GRAVE	PASSAGE COUVERT VERSION ORIGINALE			LONGUE PÉRIODE
					ABÎMAS	

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Séducteur

ANGIOME	GONDOLE	PARESSEUSE
BRIMADE	GRAVE	POITRAIL
BROYEUR	GRISERIE	POUDREUSE
CACHOU	HARENG	RAVI
CALE	ISOCLINALE	RELAXE
COULOIR	JONGLEUSE	RÉPÉTITIVE
ELECTRIQUE	LAPINE	ROSERAIE
EMBOUT	LUMINEUSE	ROSTRE
EMPRUNT	MANIGANCE	SAISON
ERREUR	MÉDIÉVALE	SÉDATIVE
EUPHORIE	MÉDINA	SUBJECTIF
EVACUER	MINUSCULE	SUCRERIE
FEUTRINE	NOUAKCHOTT	THERMIQUE
FLAMBER	OCCUPATION	THROMBINE
FORCER	OPÉRATRICE	UNITAIRE
FRETIN	OULEMA	UPPERCUT
GÉNIAL	PARADE	VARIANCE
GLOBULE	PARENCHYME	VOULU

P	E	S	U	E	R	R	D	U	O	P	S	U	B	J	E	C	T	I	F
A	M	E	D	I	E	V	A	L	E	J	O	N	G	L	E	U	S	E	O
R	U	F	D	G	O	S	H	E	T	G	O	U	E	R	E	L	P	S	U
E	N	O	E	U	O	A	A	U	L	C	L	M	L	V	A	O	A	U	A
S	I	B	L	U	R	N	C	I	C	E	B	O	A	E	I	V	G	C	K
S	T	U	R	E	T	R	D	U	S	O	C	C	B	T	M	R	E	R	C
E	A	E	N	O	E	R	P	O	U	O	U	T	R	U	I	A	R	E	H
U	I	G	R	P	Y	A	I	T	L	E	N	A	R	S	L	E	N	R	O
S	R	P	P	R	T	E	U	N	R	E	I	G	E	I	C	E	E	I	T
E	E	U	A	I	E	O	U	R	E	L	T	R	E	R	Q	L	J	E	T
R	E	U	O	R	H	U	E	R	E	E	I	N	O	N	A	U	T	E	O
E	C	N	E	C	E	B	R	V	E	E	I	F	U	N	I	H	E	I	P
P	N	R	A	D	M	N	I	N	E	M	A	R	I	R	E	A	E	A	E
E	A	C	I	A	A	T	C	N	I	N	O	L	O	R	P	X	L	R	R
T	I	R	L	O	A	M	I	H	I	T	C	I	M	H	A	M	O	E	A
I	R	F	A	D	L	P	I	D	Y	O	E	I	G	L	P	S	E	S	T
T	A	A	E	D	A	U	E	R	S	M	Q	R	E	N	T	U	A	O	R
I	V	S	V	L	E	M	O	I	B	U	E	R	F	R	A	N	E	R	I
V	M	A	N	I	G	A	N	C	E	E	S	U	E	N	I	M	U	L	C
E	T	H	R	O	M	B	I	N	E	E	L	U	C	S	U	N	I	M	E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
BECOTE - ENRAIE - MONOCLE - OMET - VANDALE - GUI - NE - SAVAIT - ON - CD - STRASBOURG - EMISE - TINT - DOUS - RARE - EU - RU - PAPERASSE - ESSAI - LISE - AM - QI - FAN - RAIE - E AU - DATTIER - REJOUIS - ELIS - POTENCE - ASES - MAT - OSER - SON - MAI - EN - MET - LE - TRIPE - TISANES - REEDITER - SUES.

VERTICALEMENT
DEMANDUERS - AROMATE - CONE - MOUSQUETAIRE - ROND - SIS - AI - JET - ID - TOASTS - PI - DON - EPI - DECLARERA - FAUCON - LEVA - APLATIES - TE - FEE - ASTREINTS - EMIR - GIBIERS - ARES - CROUTON - AERES - TAS - AMI - UTES - ARLES - NU - VIE - OR - USAI - ISOLEE - ETANGS - EMEUS - NESS.

MOTS CROISES

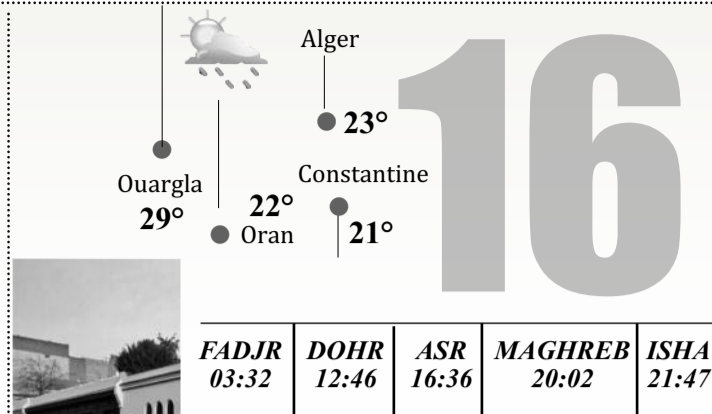
HORIZONTALEMENT
1- BRANCARDEE. 2- LEGION - EUX. 3- ACOELOMATE. 4- NON - EDEN. 5- QUITTER - AU. 6- URE - LENT. 7- ES - RELEVÉE. 8- SA - OTER. 9- TOI - DIT - IN. 10- EN - GENEREE.

VERTICALEMENT
1- BLANQUETTE. 2- RECOURS - ON. 3- AGONIE - SI. 4- NIE - RA. 5- COLETTE - DE. 6- ANODE - LOIN. 7- MERLETTE. 8- DEAN - EVE. 9- EUT - ANERIE. 10- EXECUTE.

4x4 Dinosaur - Eglantier
Missionnaire - Extincteur

BIFFE-TOUT : HO CHI MINH

Hier, lundi, le ministère de la Santé a annoncé l'enregistrement de dix cas de coronavirus en Algérie, alors qu'aucun décès n'a été enregistré. Selon le comité de surveillance de l'épidémie du virus corona dans le pays, le nombre total d'infections à coronavirus en Algérie est passé à 265 937.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 14 JUIN 2022 // N°325 // PRIX 20 DA

LA DÉFENSE DU PRÉSIDENT SAHRAOUI EXIGE DES RAPPORTS DES RENSEIGNEMENTS ESPAGNOLS SUR L'IMPLICATION DU MAROC

Brahim Ghali contre-attaque et met la DGED dans l'embarras

Le collectif de défense du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a demandé à un tribunal espagnol de se référer à deux rapports élaborés par les renseignements espagnols qui établissent l'implication des renseignements marocains dans la mise en mouvement d'une action judiciaire à l'encontre du président sahraoui « pour détention et torture ».

Le quotidien espagnol « Publico » qui a dit avoir consulté les deux rapports, datés de mai et juin, a précisé que l'enquête est en cours avec le SG du Front Polisario au niveau de la Cour suprême espagnole concernant de prétendus crimes liés à la détention illégale et à la torture. « Les renseignements marocains sont derrière la plainte déposée par Fadel Breika qui prétend avoir subi des tortures par le Front Polisario », précise le quotidien espagnol. Fadel Breika « s'est rendu dans les camps des réfugiés sahraouis pour provoquer le commandement du Polisario et le pousser, ainsi, à le détenir », selon des sources médiatiques espagnoles qui affirment que les revenus de cet individu proviennent exclusivement des services marocains. Selon « Publico », les deux rapports élaborés par les services de renseignements espagnols mettent en évidence la relation



directe entre Breika et la Direction générale des études et de la documentation (DGED), relevant des services de renseignements marocains. D'après la lettre de l'avocat du SG du Polisario, Manuel Ollé, « ces rapports classifiés » prouvent que les « services de renseignements marocains ont recouru à une double stratégie (judiciaire et médiatique) pour harceler Ghali, limiter ses déplacements et

obtenir le soutien de l'opinion publique espagnole vis-à-vis des affaires intentées à son encontre ». Un rapport daté du 24 juin 2021 avait accusé Breika d'être membre de l'Initiative sahraouie pour le changement, avant de rallier le « Mouvement sahraoui pour la paix », « deux organisations vitrines pour les renseignements marocains », précise « Publico ».

I.M.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

35 MORTS EN UNE SEMAINE

Trente-cinq (35) personnes sont décédées et 1355 autres ont été blessées dans 1221 accidents de la circulation, survenus à travers plusieurs wilayas du pays durant la période du 29 mai au 4 juin, a indiqué, hier, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec six (6) personnes décédées et 150 autres blessées suite à 149 accidents, précise la même source. Durant la même période, les équipes de la Protection civile ont effectué 2136 interven-



tions pour procéder à l'extinction de 1514 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été

déplorés dans la wilaya d'Alger, avec 103 interventions pour l'extinction de 71 incendies, ajoute le même bilan.

RAMTANE LAMAMRA REÇOIT LA MINISTRE ADJOINTE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALLEMANDE KATJA KEUL

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE VEUT RENFORCER SES LIENS AVEC ALGER

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, hier, la Ministre adjointe aux Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Madame Katja Keul, en visite de travail en Algérie dans le cadre de la consolidation des liens d'amitié et de partenariat entre les deux pays qui célèbrent, cette année, le 60ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. La rencontre a été l'occasion de procéder à un examen de l'état des relations algéro-allemandes dans les différents domaines de



coopération en prévision des prochaines échéances bilatérales. Ont également été abordées les questions d'actualité aux niveaux régional et international, ainsi que la consolidation du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. Enfin, et en présence du Ministre, il

a été procédé à la signature d'un Accord de Coopération culturelle et scientifique par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale l'étranger, Chakib Kaid, et la Ministre adjointe aux Affaires étrangères allemande. I.M.

DJELFA / BAC

6 CAS DE TRICHE ENREGISTRÉS AU PREMIER JOUR

En dépit de toutes les mesures prises pour les empêcher de tricher aux examens, six bacheliers au niveau des centres de Djelfa, ont été pris la main dans le sac, pour ce premier jour du Baccalauréat, a annoncé, hier, la Direction de l'Éducation de la wilaya. « Malheureuse-

ment, six cas de triche ont été enregistrés au niveau des centres d'examen, ce qui risque de perturber cet important rendez-vous calendaire » précise la même source. La direction a rappelé aux candidats tricheurs « les conséquences désastreuses d'un tel comportement en raison de

leur impact négatif sur leur parcours académique ». Elle a cependant appelée tous les bacheliers à respecter strictement et littéralement les consignes du de Office national des examens et concours énoncées dans la convocation, reçu par les candidats.

Meriem.D

TIPASA

LE CORPS D'UN HOMME REPÊCHÉ

Les plongeurs des services de la Protection civile ont pu repêcher, hier, le corps du jeune homme noyé, porté disparu depuis trois jours. Selon un communiqué des mêmes services de la Protection

civile, le corps a été retrouvé aux environs de 6 h25 du matin, sur la plage "Chenwa", commune et daïra de Tipasa. Le corps a été, suite à cela, transféré à la morgue de l'hôpital de Tipasa. M.D.

BACCALAURÉAT- TIZI-OUZOU

1 774 CANDIDATS ABSENTS AUX DEUX PREMIERS JOURS

Meriem Djouder
La Direction de l'Éducation de Tizi-Ouzou a enregistré 1 774 absences, sur les deux premiers jours de l'examen du baccalauréat pour la session de juin 2022 dont les épreuves ont débuté dimanche.

Pas moins de 1663 candidats libres au baccalauréat, ce qui fait un taux de 9,83% a été enregistré aux deux premiers jours des examens, tandis que le taux d'absence des candidats scolarisés n'a pas dépassé 1%, a

indiqué la même source. A noter que le nombre des lycéens qui passent les épreuves du baccalauréat à Tizi-Ouzou est de 17 858 élèves dont 5 498 candidats libres répartis sur 68 centres.